

***Prolétaires
de tous les pays,
unissez-vous!***

LA LUTTE DE CLASSES



**Revue théorique mensuelle
de la Ligue Communiste**

*section française de l'opposition
communiste de gauche internationale*

NUMÉRO 44

NOVEMBRE 1932

PRIX : 2 FRANCS

AU SOMMAIRE

■ ■

L. TROTSKY

**L'ÉCONOMIE SOVIÉTIQUE
EN DANGER.**

★

**Devant le deuxième plan quin-
quennal.**

LE TESTAMENT DE LÉNINE

Par stabilité du Comité central, dont j'ai parlé plus haut (1), j'entends des mesures contre la scission, dans la mesure où, en général de telles mesures peuvent être prises. Car, évidemment, le réactionnaire (S. F. Oldenbourg, semble-t-il) avait raison qui, dans la « Rousskaïa Mysl », premièrement tablait sur la scission de notre parti dans son jeu contre la Russie soviétique, et quand, deuxièmement, il tablait pour réaliser cette scission sur les plus sérieux désaccords dans le parti.

Notre parti s'appuie sur deux classes et c'est pourquoi son instabilité est possible, et inévitable sa désagrégation, si, entre ces deux classes, un accord ne peut s'établir. Dans ce cas, il serait même inutile de prendre telles ou telles mesures, voire de délibérer sur la stabilité de notre Comité central. Nulle mesure, dans un tel cas, ne se montrerait propre à prévenir la scission. Mais j'espère que c'est là un avenir trop lointain et un événement trop improbable pour en parler ici.

Ce que j'ai en vue, c'est la stabilité du Comité Central comme garantie contre la scission dans le proche avenir et j'ai l'intention d'examiner ici une série de considérations de caractère purement personnel.

Je crois que l'essentiel dans la question de la stabilité vue sous cet angle, sont des membres du Comité central tels que *Staline* et *Trotsky*. Les rapports entre eux constituent, à mon avis, une grande moitié des dangers de cette scission qui pourrait être évitée. Pour l'éviter, on peut tout d'abord procéder, entre autres moyens, à l'augmentation du nombre des membres du Comité central jusqu'à 50 et 100 personnes.

Le camarade *Staline*, en devenant secrétaire général, a concentré dans ses mains un pouvoir immense et je ne suis pas convaincu qu'il puisse toujours en user avec suffisamment de prudence. D'autre part, le camarade *Trotsky*, comme l'a déjà démontré sa lutte contre le Comité central à propos de la question du Commissariat du peuple aux voies de communication, ne se distingue pas seulement par les capacités les plus éminentes. Personnellement, il est, certes, l'homme le plus capable du Comité central actuel, mais il est excessivement porté à l'assurance et entraîné outre mesure par le côté purement administratif des choses.

Ces traits caractéristiques des deux chefs les plus marquants du Comité central actuel peuvent involontairement conduire à la scission; si notre

parti ne prend pas les mesures pour la prévenir, cette scission peut se produire inopinément.

Je ne vais pas ensuite caractériser les autres membres du Comité central d'après leurs qualités personnelles. Je rappellerai seulement que l'épisode d'Octobre de *Zinoviev* et de *Kamenev* n'a évidemment pas été occasionnel, mais qu'il ne peut guère plus leur être personnellement reproché que le non-bolchévisme au camarade *Trotsky*.

Quant aux jeunes membres du Comité central, je veux dire quelques mots de *Boukharine* et de *Piatakou*. Ils sont, à mon avis, les plus marquantes parmi les forces jeunes, et il faut, à leur égard, avoir en vue ce qui suit :

Boukharine n'est pas seulement le plus précieux et le plus fort théoricien du parti, et aussi légitimement considéré comme le préféré de tout le parti, mais ses conceptions théoriques ne peuvent être considérées comme vraiment marxistes qu'avec le plus grand doute, car il y a en lui quelque chose de scolastique (il n'a jamais appris et je crois qu'il n'a jamais compris vraiment la dialectique).

Piatakou est incontestablement un homme de volonté et de capacité les plus éminentes; mais il incline trop à l'administration et au côté administratif des choses pour qu'on puisse s'en remettre à lui dans une question politique sérieuse.

Evidemment, l'une et l'autre remarque sont faites par moi seulement pour le moment présent, et à supposer que ces deux travailleurs éminents et dévoués ne trouvent l'occasion de compléter leur connaissances et de modifier ce qu'ils ont en eux d'unilatéral.

(25 décembre 1922).

Staline est trop brutal et ce défaut, pleinement supportable dans les relations entre nous, communistes, devient intolérable dans la fonction de secrétaire général. C'est pourquoi je propose aux camarades de réfléchir au moyen de déplacer *Staline* de ce poste et de nommer à sa place un homme qui, sous tous les rapports, se distingue du camarade *Staline* par une supériorité, c'est-à-dire qui soit plus patient, plus loyal, plus poli et plus attentionné envers les camarades, moins capricieux, etc... Cette circonstance peut paratre une bagatelle insignifiante, mais je pense que pour se préserver de la scission et du point de vue de ce que j'ai écrit plus haut des rapports mutuels entre *Staline* et *Trotsky*, ce n'est pas une bagatelle, à moins que ce soit une bagatelle pouvant acquérir une importance capitale.

(4 janvier 1923).

(1) Allusion à une partie des notes précédentes concernant l'organisation économique. — N.d.I.R.

La Lutte de Classes

Revue théorique mensuelle de la Ligue Communiste (Opposition)

NUMERO 44

SOMMAIRE :

NOVEMBRE 1932

L'Economie Soviétique en danger (Devant le deuxième plan quinquennal), par *L. Trotsky*. — Perspectives pour l'Amérique (suite), par

B. J. Field. — Perspectives de la révolution italienne et tâches du P. C. I.

L'Économie soviétique en danger

AU SEUIL DU DEUXIÈME PLAN QUINQUENNAL

PREFACE DE L'ÉDITION FRANÇAISE

Les succès obtenus lors des deux premières années du plan quinquennal ont démontré à la bourgeoisie du monde entier que la révolution prolétarienne est une chose plus sérieuse qu'elle ne lui paraissait au début. L'intérêt envers « l'expérience » soviétique s'est considérablement accru. Toute une série de publications étrangères se sont mises à donner des informations économiques relativement objectives.

Parallèlement, la presse communiste internationale s'est emparée des considérations les plus optimistes de la presse soviétique, les a grossièrement exagérées, dans l'intérêt de la propagande, et les a transformées en une légende économique.

Les démocrates petits-bourgeois, qui sont très peu disposés à se presser d'avoir une opinion sur un fait aussi complexe que la Révolution d'Octobre, se réjouissent de pouvoir trouver un appui pour leurs sympathies à retardement dans les chiffres du plan quinquennal. Ils « reconnaissent » enfin généreusement la république soviétique, en récompense des résultats économiques et culturels qu'elle avait atteints. Pour beaucoup d'entre eux, cette action d'héroïsme moral fut l'occasion de réaliser un voyage intéressant à tarif réduit.

Il y a plus de mérite, évidemment, à défendre la construction socialiste du premier Etat ouvrier, que les prétentions d'Autriche ou de la City. Mais on ne peut pas plus compter sur les sympathies chaleureuses de ces messieurs envers l'Etat soviétique que sur l'antipathie du Congrès d'Amsterdam envers le militarisme.

Les gens du type des Webb (et ils ne sont pas les pires de leur milieu), ne sont nullement enclins à se casser la tête sur les contradictions de l'économie soviétique. Comme ils ne sont en rien engagés, ils s'efforcent principalement d'utiliser les conquêtes soviétiques pour faire

honte et pousser de l'avant, grâce à eux, les cercles dirigeants de leur pays.

La révolution étrangère leur est utile, comme arme appropriée à leur réformisme. C'est dans ce but — sans compter leur satisfaction personnelle — que les « amis de l'U.R.S.S. » ont besoin d'un tableau tout à fait rassurant sur les succès de l'U.R.S.S. Quiconque rompt l'harmonie de ce tableau est un ennemi, ou un contre-révolutionnaire.

L'idéalisation grossière et nuisible du régime de transition s'est particulièrement développée et fortifiée dans la presse communiste internationale, durant ces deux dernières années, c'est-à-dire dans une période où les contradictions et les disproportions de l'économie soviétique s'étaient déjà frayé un chemin à travers la presse soviétique officielle.

Les sympathies basées sur la légende et les fictions sont bien fragiles. La crise de l'économie soviétique qui menace inévitablement, d'ailleurs dans un avenir assez proche, détruira la légende doucereuse, et sans aucun doute, repoussera beaucoup de ces amis à bon compte dans l'indifférence, si ce n'est dans l'hostilité.

Mais ce qui sera plus déplorable et dangereux, c'est que la crise soviétique surprendra les ouvriers européens, et en premier lieu les communistes, dans un état d'impréparation totale. Cela pourra les rendre accessibles aux critiques social-démocrates, indirectement hostiles aux soviets et au socialisme.

Dans ce problème, comme dans beaucoup d'autres, la révolution prolétarienne n'a besoin que de la vérité. Dans le présent travail, assez court, nous considérons comme absolument indispensable de mettre à jour dans toute leur acuité, les contradictions de l'économie soviétique, l'insuffisance et l'incertitude de nombreuses acquisitions, les fautes grossières de la direction et les dangers qu'elles placent sur la voie du socialisme. Laissons aux

amis petits-bourgeois le soin de peindre une aquarelle rose et azurée. Pour notre part, nous considérons comme plus juste de peindre d'une grasse couleur bien noire les points dangereux et sans défense par où l'ennemi menace de faire irruption. Les hurlements poussés au sujet de notre hostilité envers l'Union Soviétique ne sont pas aussi bêtes que les contradictions qu'ils renferment. Déjà l'avenir prochain apportera une nouvelle confirmation de la justesse de notre position. L'opposition de gauche enseigne aux ouvriers à prévoir les dangers et à ne pas perdre la tête au moment où ceux-ci les assailliront.

Celui qui n'admettra la révolution prolétarienne qu'avec toutes les garanties viagères et

de commodité, celui-là fait fausse route avec nous. Nous prenons l'Etat ouvrier tel qu'il est, et nous disons : c'est notre Etat. Malgré tout ce qui subsiste de retards, malgré la disette, les queues, les erreurs, et même les turpitudes bureaucratiques, les ouvriers du monde entier doivent défendre avec les dents et les ongles en cet Etat ouvrier leur patrie socialiste future.

Nous servons avant tout la République Soviétique, parce que nous disons à son sujet aux ouvriers la vérité, et leur apprenons ainsi à préparer leur voie vers un avenir meilleur.

Prinkipo, Octobre 1932.

Léon TROTSKY.

L'ART DE LA PLANIFICATION

Les données fondamentales de la planification socialiste sont incluses premièrement dans la révolution d'Octobre, et ensuite dans les lois fondamentales du pouvoir soviétique. Les organes gouvernementaux de la direction économique centralisée fonctionnent depuis une série d'années. Un grand travail créateur a été accompli. On a reconstruit ce qui avait été détruit par la guerre civile et par la guerre impériale. On a créé toute une série d'entreprises grandioses, de nouvelles usines, et des branches entières d'industrie. On a ainsi démontré dans les faits la capacité de l'Etat prolétarien organisé à diriger l'économie selon des méthodes nouvelles et créé des valeurs matérielles à des rythmes inaccoutumés. Tout cela sur le fond du capitalisme mondial moribond. Le socialisme comme système a démontré son droit à la victoire historique non pas dans les chapitres du *Capital*, mais par la pratique des stations hydrauliques et des hauts-fourneaux. Marx aurait sans doute préféré une telle démonstration.

Mais en même temps, il est criminel d'affirmer légèrement que l'U.R.S.S. aurait déjà pris pied dans le socialisme. Les réalisations sont considérables. Mais il y a encore une longue et pénible route à parcourir pour assurer un caractère harmonique à l'économie jusqu'à la complète victoire sur l'anarchie économique et l'élimination des disproportions.

Quel que soit le côté par où l'on aborde ce premier plan quinquennal, il ne pouvait pas par lui-même naître comme autre chose qu'un premier bouillon d'hypothèse, élaboré tout d'abord pour une reconstruction fondamentale dans le processus de travail. On ne peut créer *a priori* un système défini d'économie harmonique. L'hypothèse du plan ne pouvait pas ne pas renfermer en elle-même les anciennes disproportions, ni éviter le développement de nouvelles disproportions. La direction centralisée ne constitue pas seulement une garantie énorme, mais elle crée aussi le danger de fautes centralisées, c'est-à-dire multipliées. Seule une

régularisation permanente du plan dans le processus de son accomplissement, sa reconstruction partielle et totale sur la base de l'expérience acquise, peuvent lui assurer un caractère économique effectif.

L'art de la planification socialiste ne tombe pas du ciel, et n'est pas donné tout prêt avec la prise du pouvoir. La maîtrise de cet art ne peut être conquise que grâce à une lutte opiniâtre, pas à pas, non pas par un seul élément, mais par des millions d'éléments qui composent l'économie et la culture nouvelles. Il n'y a rien d'étonnant, ni de décourageant dans le fait qu'au quinzième Anniversaire de la Révolution d'Octobre l'art de la direction économique soit encore à un très bas niveau. Le journal *Za Industrialisatsiou* (Pour l'Industrialisation) estime que l'on peut déclarer : « Les opérations de la planification sont chez nous fort mal au point. » (12 septembre). Tout le problème réside justement dans ces opérations de planification.

Nous avons plus d'une fois rappelé que : « avec un plan faux, et ce qui est encore plus important, sans ajustement correct du plan au cours de la réalisation, la crise peut éclater à la fin même du plan quinquennal, et créer des difficultés insurmontables dans l'utilisation et le développement de ses succès indiscutables » (*Bulletin de l'Opposition*, n° 23, 15 juillet 1931. Cf. : « Le nouveau zig-zag et les nouveaux dangers », *Vérité* du 1er août 1931.) C'est pour cela que nous avons considéré que le passage rapide purement sportif « au plan quinquennal en quatre ans fut un acte d'aventurisme et de légèreté criminel » (*id.*). Les avertissements et les mises en garde se sont malheureusement pleinement justifiés.

LE RESULTAT DU PREMIER PLAN QUINQUENNAL

Il ne peut être actuellement question de la réalisation du plan quinquennal en quatre ans (plus exactement en quatre ans et trois mois). Les coups de fouet forcés de ces deux derniers mois n'ont en rien influé sur le résultat

général. Il est encore impossible de définir réellement, c'est-à-dire d'évaluer économiquement les pourcentages de la réalisation du premier programme. Les données publiées dans la presse ont plutôt un caractère de statistiques formelles que d'évaluation économique. Si l'on réalise la construction d'une nouvelle usine dans la proportion de 90 % et qu'en outre le travail est paralysé par le manque réel de matières premières, du point de vue des statistiques formelles, on peut dire que le plan est réalisé à 90 %, mais du point de vue économique, les dépenses réalisées doivent tout simplement être inscrites dans la colonne des pertes. L'estimation du caractère effectif réel (de fonctionnement utile) des entreprises construites et à construire, appartient, du point de vue de la balance économique gouvernementale, encore entièrement à l'avenir. Mais, même du point de vue des résultats quantitatifs bruts, et quelle que soit leur importance, ils sont encore loin des indications du plan.

L'extraction du charbon se maintient actuellement au niveau de l'année dernière, qui était loin d'atteindre les chiffres du plan de la troisième année du plan quinquennal. « Le bassin du Donetz se traîne à la queue des branches de l'économie soviétique les plus retardataires », se plaint la *Pravda*. « La tension de la balance charbonnière s'accroît », lui fait écho *Za Industrialisatsiou* (8 octobre).

En 1931, on a produit 4,9 millions de tonnes de fonte au lieu des 7,9 millions prévus par le plan; 5,3 millions de tonnes d'acier au lieu de 8,8 millions; enfin, 4 millions de tonnes de laminés au lieu de 6,7 millions. Cela signifie par rapport à l'année 1930 un abaissement de: pour la fonte, 2 p. 100; l'acier, 6 p. 100; les laminés, 10 p. 100.

Pour les neuf premiers mois de l'année 1932, on a produit pour 4,5 millions de tonnes de fonte, 4,1 millions de tonnes d'acier, et 3 millions et demi de tonnes de tréfilerie. Avec une élévation assez appréciable de la production de la fonte (grâce aux nouveaux fourneaux) la production de l'acier et de la tréfilerie sont, pour l'année courante, au niveau de l'année dernière. Du point de vue des problèmes généraux de l'industrie, ce n'est pas la fonte brute qui décide, mais les laminés et l'acier.

Parallèlement à ces résultats quantitatifs que l'*Ekonomicheskaja Jizn* (La Vie Economique) caractérise comme des « fissures criantes », les fissures qualitatives très mauvaises sont plus dangereuses par les conséquences qu'elles comportent. A la suite de la presse économique spécialisée, la *Pravda* avoue ouvertement que dans la métallurgie lourde « la situation des indices qualitatifs est insupportable ». « Le rebut détruit la qualité de l'acier. » « Les coefficients techniques d'utilisation des équipements industriels se sont brutalement amoindris. » « Le prix de revient s'est brutalement accru. » Deux chiffres sont suffisants : la tonne de fonte en 1931 revenait à 35 roubles; dans la première

moitié de l'année courante elle revient à soixante roubles.

En 1929-1930 on produisit 47.000 tonnes de cuivre. En 1931, 48.000 tonnes, le tiers des indications du plan. Pour l'année courante, on abaissa le plan à 90.000, mais pour les huit premiers mois on n'en produisit que 3.000 tonnes. Aucun commentaire n'est nécessaire pour expliquer ce que cela signifie pour la construction des machines en général et pour la technique électrique en particulier.

Dans le domaine de l'électrification, malgré tous succès, il y a un abaissement notable : les stations électriques ont donné 71 p. 100 de l'énergie qu'elles devaient donner. *Za Industrialisatsiou* parle de « l'incapacité, du manque de culture et de la méconnaissance des stations construites ». De grandes difficultés menacent en matière d'énergie électrique pour cet hiver. Elles ont déjà surgi dans les rayons de Léninegrad et de Moscou.

L'industrie légère qui retardait grandement l'année dernière par rapport au plan, s'est accrue de 16 p. 100 durant la première moitié de cette année, mais au cours du troisième trimestre de cette année, elle est tombée à une position plus basse que l'année dernière. L'industrie alimentaire occupe la dernière place. La production complémentaire des produits de large consommation que sortent les usines de l'industrie lourde ne constitue, pour les huit mois que 35 p. 100 des tâches annuelles. On ne peut soumettre à aucune vérification la mesure dans laquelle cette rapide improvisation de la masse des produits répond réellement aux exigences du marché.

Les usines ne reçoivent le charbon et les matières premières que par télégrammes. L'industrie, selon l'expression de l'*Ekonomicheskaja Jizn* « danse sur les ondes électriques », mais les éclairs ne peuvent donner ce qu'ils n'ont pas.

L'extraction rapide et le mauvais assortiment du charbon battent en brèche le travail des industries annexes. La mauvaise qualité et l'accroissement de l'humidité du coke n'abaisse pas seulement en millions de tonnes la production quantitative du métal, mais abaisse aussi sa qualité. Les machines de métaux défectueux fournissent une mauvaise production, sont cause de la basse qualité, condamnent l'énergie ouvrière à l'inefficacité et l'usent rapidement.

Dans l'Oural, nous informons les journaux, « les hauts-fourneaux sont fiévreux » : par suite d'un mauvais approvisionnement en matières combustibles, ils restent en plan des durées de trois à vingt jours. Pour plus d'information : les usines métallurgiques de l'Oural avaient leurs propres écuries pour amener l'approvisionnement en matières combustibles. Au mois de février de cette année, ces écuries comptaient 27.000 chevaux; en juillet, ce nombre est tombé à 14.000; en septembre, à 3.000. La cause de cette chute est le manque de fourrage.

La situation de l'usine des tracteurs de Stalinegrad, dont le coulage annuel est tombé de

250 à 40 tonnes, est caractérisée par la *Pravda* de la manière suivante : « Par suite du manque d'un contrôle élémentaire de l'état technique l'équipement d'usine... s'est considérablement abaissé » ; « le rebut s'est élevé à 35 p. 100 » ; « la crasse est fermement incrustée dans tous les mécanismes ». « Il n'y a pas la moindre inquiétude au sujet du lendemain. » « L'artisanat s'est infiltré dans la production courante. »

Pourquoi donc la métallurgie légère, malgré un colossal investissement de fonds, voit-elle sa production abaissée ? Parce que, répond la *Pravda*, « les différents corps de métiers ne coordonnent pas leurs différentes forces de travail » ; malgré cela, le problème de la coordination des différentes branches d'industrie a été résolu par la technique capitaliste, mais combien est plus compliqué et difficile le problème de la coordination des entreprises particulières et de toutes les branches d'industrie !

« L'usine de ciment de Podolsk est gravement malade » écrit *Za Industrialisation*. Le programme de production de la première moitié de l'année n'a été exécuté que pour 6 p. 100, et ces derniers mois la réalisation est tombée de 40 p. 100... Le prix de revient a doublé par rapport au plan. » Sous des formes différentes, la présente caractérisation s'applique fort bien à toute l'industrie actuelle.

LA QUANTITE ET LA QUALITE

La course effrénée à la quantité conduit à un abaissement terrible de la qualité. La note des « succès » économiques non-rationnels dépasse de beaucoup les succès atteints eux-mêmes. Cette dialectique est connue de chaque ouvrier, non pas grâce aux livres de l'Académie Communiste (voilà aussi une mauvaise production), mais par la pratique de ses propres mines, usines, chemins de fer, stations électriques, etc...

Les conséquences de cette course se sont mêmes étendues à l'instruction. La *Pravda* est contrainte d'avouer : « L'abaissement de la qualité de la préparation, la négligence des matières du programme, ou même leur examen « à bride abattue », des instituts d'enseignement supérieur, fait que ceux qui sont passés par cette voie sont devenus pour l'industrie non un aide, mais une plaie. » Mais à qui revient donc la faute « de cette course à bride abattue dans les instituts d'instruction supérieure » ?

Si l'on introduit dans les données officielles la juste correction des coefficients qualitatifs, les indices de la réalisation du plan révéleront immédiatement un abaissement considérable. C'est ce que fut contraint de reconnaître Kuouibichev il y a près d'un an. « Les chiffres de l'accroissement grandiose de l'industrie n'ont aucune conséquence, disait-il avec prudence à la réunion du Conseil Supérieur de l'Economie, si l'on prend en considération les changements qualitatifs. » Rakovsky s'est exprimé plus clairement : « Sans évaluation de la qualité de la production, les indices quantitatifs ne sont qu'une fiction statistique. »

LA CONSTRUCTION DU CAPITAL DE BASE

Il y a plus de deux ans que Rakovsky donnait les avertissements au sujet de l'inconsistance du plan. « Ni l'accroissement des indices de la production élaborés par le plan, écrivait-il, ni le plan élaboré des constructions de base ne furent préparés... Toute la politique passée équivalait en réalité à une utilisation élargie de l'ancien capital de base... sans le moindre souci du lendemain. » (« Au Congrès et dans le pays » *Lutte de Classes*, n° 38, p. 17). La tentative de compensation est des plus réelles dans le domaine de la construction du capital de base. Les ressources nécessaires pour la réalisation du plan « n'existent pas dans le pays, et n'existeront pas dans un avenir prochain » (*id*), d'où l'avertissement : « le plan des constructions du capital de base sera dans une grande mesure rompu ».

Et cette prophétie s'est elle-même totalement vérifiée. Ce retard dans le domaine des constructions apparut comme assez considérable dès l'année 1931. Il s'est considérablement accru cette année. La construction du programme des transports s'est réalisée de 38 p. 100 pour neuf mois, selon l'estimation officielle. Dans les autres domaines de la construction, la situation est généralement encore moins satisfaisante. Le pire de tout est la construction des habitations. Les ressources matérielles et monétaires sont éparpillées entre de trop nombreuses constructions, ce qui conduit à un bas rendement des investissements.

A l'usine de cuivre de Balkhansk on a dépensé 65 millions de roubles, et les dépenses continuent à croître de jour en jour, mais en vain ; pour pouvoir continuer le travail on avait besoin de transporter un chargement d'environ 300.000 tonnes, alors que le trafic actuel n'est que de 20.000 tonnes. Des exemples de ce type, quoique non aussi brutaux, sont légion.

La mauvaise qualité du matériel et de l'équipement se répercute particulièrement brutalement sur la construction du capital de base. « Le fer de charpente est d'une si mauvaise qualité, écrit la *Pravda*, qu'il se casse au premier choc. »

Le retard criant dans le domaine de l'élaboration du capital de base, mine automatiquement les bases du deuxième plan quinquennal.

LES DISPROPORTIONS INTERIEURES ET LE MARCHE MONDIAL

Le problème du rapport entre les éléments de la production et les différentes parties de l'économie est l'essence même de l'économie socialiste. Le chemin tortueux qui mène à la solution de ces problèmes n'est marqué sur aucune carte. La dévoiler, ou plus justement lui frayer la voie, est l'affaire d'un avenir long et pénible.

Toute l'économie se plaint du manque de stocks. Les métiers à tisser s'arrêtent faute de

boulons. « L'assortiment de la production qui sort — écrit l'*Ekonomicheskaja Jizn* au sujet des produits de large consommation — est occasionnel et ne répond pas à la demande. »

« L'industrie lourde a immobilisé 1 milliard de roubles, l'a « gelé » rien que durant la première moitié de 1932 en réserves, en matériel non usiné, et même en produits finis qui restent dans les entrepôts des usines. » (*Za Industrialisatiou*, 12 septembre). Telle est l'expression monétaire de quelques disproportions et désaccords selon l'estimation officielle. Les grandes et les petites disproportions impliquent la nécessité de recourir au marché mondial. L'importation d'une seule marchandise d'un rouble peut sortir de l'apathie la production nationale pour des centaines et des milliers de tchervonetz. L'accroissement général de la production d'une part, la naissance de nouvelles exigences et de nouvelles disproportions d'autre part, élargissent la nécessité d'une liaison avec l'économie mondiale. Le programme « d'indépendance », c'est-à-dire du caractère d'une économie soviétique se satisfaisant à elle-même, révèle de plus en plus son caractère réactionnaire et utopique. L'autarchie est l'idéal d'Hitler et non celui de Marx et de Lénine.

C'est ainsi que l'importation du fer et de la fonte s'est accrue quantitativement de cinq fois, et en valeur de 4 fois. Si dans l'année actuelle cette importation est tombée, c'est uniquement pour des raisons monétaires; en échange, l'importation des machines d'usine s'est accrue.

Kaganovitch, dans son discours du 8 octobre, affirmait que l'opposition de gauche comme celle de droite : « proposaient de fortifier notre dépendance vis-à-vis du monde capitaliste ». Comme s'il s'agissait d'une démarche artificielle et volontaire, et non de la logique de l'accroissement automatique de l'économie !

En même temps, la presse soviétique cite avec éloges l'interview que Sokolnikov donna à la veille de son départ de Londres : « En Angleterre, on reconnaît de plus en plus que le développement industriel et technique de l'Etat soviétique constitue un très large marché pour la production industrielle britannique ». En reconnaissant le progrès économique de l'Union Soviétique, Sokolnikov considère qu'il n'affaiblit pas, mais renforce les liens du marché intérieur, et par conséquent renforce sa dépendance vis-à-vis de l'économie mondiale. L'ancien oppositional Sokolnikov ne passe-t-il pas là « de la contrebande trotskyste » ? Mais pourquoi alors la presse officielle le couvre-t-elle ?

LA SITUATION DES OUVRIERS

Le discours de Staline (juillet 1931), avec ses « six points » sauveurs, était dirigé contre la mauvaise qualité de la production, le haut prix de revient, la migration de l'énergie ouvrière, le haut pourcentage des rebuts, etc... Depuis ce jour, aucun article ne paraît sans qu'on s'y réfère au « discours historique ». En outre, toutes les maladies qui devaient être gué-

ries par les six conditions se sont aggravées et ont pris un caractère plus nocif.

La presse officielle apporte chaque jour la preuve de la faillite des remèdes stalinistes. Expliquant la baisse de la production, la *Pravda* indique : « l'amoindrissement de la force ouvrière dans les usines, le renforcement de la migration, et l'affaiblissement de la discipline de travail » (23 septembre). Comme cause de la baisse extrême de la production du combinat Krasnai Oural, le journal *Za Industrialisatiou* indique, outre « des disproportions criantes entre les différentes parties du combinat : 1° « une variation très grande de la force ouvrière » ; 2° « des politiques variées en matière de salaires » ; 3° « que les mineurs ne sont assurés d'aucune habitation honorable » ; 4° « une alimentation honteuse des mineurs » ; 5° « un relâchement catastrophique de la discipline du travail ». Nous citons mot pour mot. A propos de la migration qui « a dépassé toutes les bornes », le même journal écrit : « Le genre de vie de tous (les ouvriers) dans toutes les entreprises de métallurgie légère est dégoûtant. »

Dans les usines de construction de transports, qui n'ont pas fourni près de 250 locomotives au pays, rien que pour les trois premiers trimestres de l'année, « on remarque un manque aigu d'ouvriers qualifiés ». Rien que pour l'usine de Kolomensk il est parti durant l'été plus de 2.000 ouvriers. Les causes ? « La mauvaise situation d'habitation. » Dans l'usine de Sormovsk « la cuisine de l'usine est une gargote de la pire espèce. » (*Za Industrialisatiou*, 28 septembre). A l'usine privilégiée des tracteurs de Stalinegrad, « la cuisine de la fabrique a brutalement amoindri son rendement. » (*Pravda*, 21 septembre). Quelle tension a dû atteindre le mécontentement des ouvriers, pour que tous ces faits se soient frayés un chemin jusque dans la presse staliniste !

Dans l'industrie textile, il n'en va évidemment pas mieux. « Rien que dans la région d'Ivanovsk, informe l'*Ekonomicheskaja Jizn*, il est parti des usines près de 35.000 filateurs qualifiés. » Selon les dires de ce même journal, plus de 60 p. 100 de la composition ouvrière change mensuellement. « La fabrique devient un lieu de passage. »

Dans l'explication de la brutale faillite « des six conditions » on s'est longtemps limité à de vides accusations à l'adresse des dirigeants économiques et des ouvriers eux-mêmes : « Ils ne peuvent pas », « ils ne veulent pas », « ils s'endorment sur leurs résultats », etc... Durant ces derniers mois, les journaux indiquent, quoique en sourdine, la véritable racine de ces maux : la pénible et insupportable condition d'existence des ouvriers.

Rakovsky indiquait à ce sujet, deux ans auparavant : « ...c'est pourquoi la variation augmente, c'est pourquoi tombe la discipline du travail, c'est pourquoi on fut contraint d'augmenter tellement le nombre des ouvriers, écrivait-il, et que l'ouvrier est physiquement inca-

pable de supporter ce poids qui est au-dessus de ses forces. »

Mais pourquoi les conditions d'habitation sont-elles si mauvaises ? Les journaux se réfèrent dans leurs explications « au dédain (!) qu'on a envers les problèmes du niveau de vie ouvrier et de l'existence ouvrière. » (*Za Industrialisatsiou*, 24 septembre). Par cette seule petite phrase, la presse staliniste en dit plus qu'elle ne le voudrait. L'attitude « insouciant » envers les exigences des ouvriers dans un Etat ouvrier ne peut venir que d'une *bureaucratie incontrôlée et qui se méconnaît*.

Les explications qui sont risquées ne sont données, sans aucun doute, que pour cacher le fait fondamental : le défaut direct de souci matériel de satisfaire les ouvriers. Le revenu national est mal distribué. On pose les problèmes économiques sans évaluer les ressources réelles, et on accable les épaules des ouvriers d'un poids de plus en plus insupportable.

A chaque numéro de la presse soviétique on trouve actuellement des allusions à « l'enchérissement » de l'approvisionnement alimentaire. La sous-alimentation, plus la course ! La somme de ces deux circonstances est suffisante pour user, dans un court laps de temps, l'équipement industriel, et exténuer les producteurs eux-mêmes. Dans la *Pravda* d'aujourd'hui, on imprime des clichés photographiques d'une ouvrière qui « nourrit son propre porc ». Cela est évidemment une voie de sortie. « L'économie étrangère, écrivait ce journal (3 octobre), enchaînait auparavant l'ouvrier au capitalisme, et maintenant elle l'attache au régime de l'Etat soviétique. » On n'en croit pas ses yeux. Jadis on apprenait que l'économie ménagère asservissait la femme, l'élément le plus asservi de tout l'esclavage social. Maintenant il s'avère « que son propre cochon attache le prolétariat au socialisme ». C'est ainsi que d'une nécessité brutale les bureaucrates rassis de la presse font un bienfait.

La mauvaise alimentation et la fatigue nerveuse donnent naissance à l'apathie dans la situation générale. Non seulement les vieilles usines, mais aussi les nouvelles, construites selon le dernier mot de la technique, sont rapidement délaissées. « Essayez donc, s'écrit tout-à-coup cette même *Pravda*, de trouver un seul haut-fourneau ou four Martin qui ne soit pas couvert de gravats ! »

Les conditions morales ne sont pas meilleures que les conditions physiques. « La direction de l'usine s'est détachée des masses » (*Pravda*). Au lieu d'une approche aimable des ouvriers, « un brutal commandement et des cris ». Il s'agit dans chaque cas d'une usine particulière. La *Pravda* ne devine pas que la somme des cas particuliers constitue le régime staliniste.

Dans toute l'industrie légère « il n'y a pas un seul comité d'usine qui travaille d'une façon plus ou moins satisfaisante » (*Za Industrialisatsiou*, 13 septembre). Pourquoi et com-

ment dans un Etat ouvrier les comités d'usine — dans toute l'industrie et pas seulement dans l'industrie métallurgique légère — ne travaillent-ils pas d'une façon « satisfaisante » ? N'est-ce pas parce que la bureaucratie du parti les étouffe ?

Dans l'usine de construction de locomotives du nom de Dzerjinsky, on débatit dans une seule séance du Bureau de la cellule des forgerons dix-huit cas d'exclusion du parti. Dans celle des charons, neuf, et celle des chaudronniers, douze. L'affaire ne se limite pas à des usines particulières. Le commandement règne partout. La répression s'avère la seule réponse de la bureaucratie à l'initiative et aux critiques de la base.

Le projet de plate-forme de l'opposition internationale de gauche dit : « Le niveau de vie des ouvriers et leur rôle dans l'Etat sont les critères suprêmes des succès socialistes. » « Si la bureaucratie stalinienne avait abordé sous cet angle toutes les tâches du plan et de la régularisation constante de l'économie, elle ne se trouverait pas à chaque instant devant l'impasse, elle ne serait pas obligée de mener une politique coûteuse de zig-zags, elle éviterait les dangers politiques. » (*Bulletin de l'opposition*, n° 23, p. 5; dans la *Vérité*, n° 96, août 1931).

L'ECONOMIE AGRAIRE

« L'économie agricole de l'Union Soviétique, écrivait la *Pravda* du 28 septembre, s'est définitivement consolidée sur la voie socialiste. » De telles phrases, qui ne s'appuient que sur le nombre des hectares et des économies collectivisées, n'est qu'un persiflage honteux de la situation véritable de l'économie agricole et de la relation entre la ville et le village.

La course au record de collectivisation, sans aucun calcul des possibilités techniques, économiques et culturelles de l'économie agricole, aboutit à des conséquences funestes. Elle a tué les stimulants du petit producteur, bien avant de pouvoir les remplacer par d'autres, par des stimulants économiquement plus élevés. La pression administrative qui s'est rapidement usée dans l'industrie s'est montrée totalement inopérante dans l'économie agricole.

La station Caucase, informe la même *Pravda* a été primée pour sa campagne d'ensemencement. Malgré cela, la culture s'est démontrée si mauvaise que les champs se sont couverts de hautes herbes. La station Caucase est le symbole de la course administrative vers la quantité dans le domaine de l'économie agricole. La collectivisation généralisée a conduit à une généralisation des mauvaises herbes dans les champs.

On a donné aux kolkhozes plus de 100.000 tracteurs. Quelle victoire gigantesque ! Mais, comme le démontrent les nombreuses informations des journaux, le rendement effectif des tracteurs est loin de concorder avec leur nombre. A la station des constructions de machines

de Poltava, l'une des nouvelles, « sur les vingt-sept tracteurs nouvellement reçus, dix-neuf ont déjà eu de graves avaries ». Ces chiffres ne sont pas une exception. La station de Privoljansk (Ukraine) possède cinquante-deux tracteurs, dont deux ne fonctionnent pas depuis le printemps, dont 14 se trouvent en réparation capitale, et dont, sur les trente-six restants, on n'utilise que moins de la moitié pour l'ensemencement. « Et même ceux-là sont souvent immobilisés. » Le coefficient du fonctionnement utile des 100.000 tracteurs n'est pas encore évalué.

A l'époque où la tête tournait le plus, au moment de la collectivisation généralisée, Rakovsky fit le sombre diagnostic suivant : « Le premier résultat préparé par toute la politique antérieure et l'accentuation de la période ultragauche, est la chute des forces productives de l'économie agricole, déjà incontestable pour le cheptel et pour certaines parties des cultures techniques, et qui commence à poindre dans la culture des semences. » (Rakovsky, *La lutte de Classes*, n° 38, p. 25.)

Rakovsky s'est-il trompé ? Malheureusement, non. Rien ne produit une impression plus forte que le petit décret presque inaperçu du Comité central exécutif du 11 septembre 1932, qui est resté sans commentaires dans la presse soviétique : sous la signature de Kalinine et de Molotov, le petit propriétaire paysan est mis dans l'obligation de céder, selon les besoins des kolkhozes et leurs exigences, ses chevaux à un prix déterminé. Les kolkhozes s'engagent à rendre ces chevaux « dans un état satisfaisant ».

Telle est la dépendance des secteurs socialiste et petit-bourgeois de l'économie agraire ! Les kolkhozes travaillent avec 80-90 p. 100 de machines, et doivent en théorie attirer à leurs réalisations les propriétaires individuels. Mais il s'avère qu'en réalité ils doivent recourir à la législation gouvernementale pour obtenir par la coercition des propriétaires individuels des chevaux dont ils ont besoin. Ici, tout à les quatre fers en l'air. Ce seul décret du 11 septembre est la condamnation à mort de la politique de Staline-Molotov.

LES PROBLEMES DE LA « SMYTCHKA »

La relation de la ville et de la campagne a-t-elle pu s'améliorer sur de telles bases matérielles de production ?

Nous rappellerons encore une fois : le fondement économique de la dictature du prolétariat ne peut être complètement assuré qu'au moment où l'Etat, pour recevoir les produits agraires n'a pas besoin de recourir aux mesures coercitives administratives envers la majorité de la paysannerie, c'est-à-dire lorsqu'en échange des machines, des outils, des produits de large consommation, le paysan donne volontairement à l'Etat la quantité nécessaire de ses produits et matières premières. C'est seulement sur cette base que la collectivisation peut —

avec le concours de conditions intérieures et internationales nécessaires — acquérir un caractère socialiste réel.

Le rapport des prix entre la production industrielle et agricole, s'est, sans aucun doute, modifié en faveur de la paysannerie. En vérité, donner une évaluation quelque peu réelle et approchée sur ce point, est une tâche impossible. « Le prix de revient d'un quintal de lait oscille selon les kolkhozes entre 43 et 206 roubles ». La différence entre les prix gouvernementaux et les prix du marché légalisé est encore plus grande. Les prix des produits industriels ne sont pas moins différents selon le canal par lequel ils parviennent au paysan, mais on peut sans aucune prétention, à l'exactitude affirmer que le ciseau des prix dans le sens étroit du mot, ont été fermés par les paysans. La paysannerie a reçu pour sa production une telle quantité de billets qu'elle aurait pu les compenser par les produits industriels à des prix gouvernementaux fixes, si... ces produits existaient.

Mais, l'une des disproportions existantes est que l'afflux de l'argent ne correspond pas à l'afflux des marchandises. Dans la langue de la circulation monétaire, cela s'appelle l'inflation. Dans la langue de l'économie planifiée cela signifie l'exagération des plans, la mauvaise répartition des forces et des moyens, en particulier entre la production des marchandises de consommation et la production des moyens de production.

A partir du moment où le rapport des prix commença à pencher en défaveur des villes, ces dernières se défendirent en se « cuirassant » de ces marchandises, c'est-à-dire tout simplement qu'elles ne les mettaient pas dans la circulation, mais les gardaient entre leurs mains pour une répartition bureaucratique. Cela signifiait que seule l'ombre des ciseaux avait réuni ses branches, les disproportions matérielles se conservant. Mais le paysan ne s'intéresse pas à l'ombre. Le manque de produits l'incitait et l'incite à la grève du blé : il ne veut pas céder son blé pour de l'argent.

Le stockage des matières premières et agricoles n'étant une opération ni simple, ni avantageuse pour les deux parties, le stockage reste comme précédemment « une campagne politique », une « avance combattive » qui exige chaque fois la mobilisation de l'appareil gouvernemental et du parti. « De nombreux kolkhozes, écrit prudemment la *Pravda* (26 septembre), s'opposent au stockage du blé et le cachent ». Nous savons ce que signifie dans ce texte « de nombreux ». Si l'échange entre la ville et la campagne est avantageux, alors en ce cas le paysan n'a aucune raison « de cacher son blé » ; si l'échange est désavantageux, c'est-à-dire est une forme de décision forcée, alors tous les kolkhozes et non seulement « de nombreux » kolkhozes, s'efforcent de cacher le blé comme des propriétaires individuels. L'obligation du paysan en matière de stockage de viande a pris officiellement le caractère d'un

impôt en nature avec toutes les conséquences répressives que cela comporte. Ces faits permettent une analyse plus juste des résultats économiques de la collectivisation généralisée, que la pure statistique du nombre des hectares collectivisés.

La législation cruelle qui s'est instituée contre l'élargissement des résultats socialistes caractérise suffisamment l'étendue du mal dont la racine consiste à la campagne en ce que le paysan s'efforce de diriger son blé non par des canaux socialistes, mais capitalistes. Les prix sur le marché spéculatif sont suffisamment hauts pour justifier le risque pénal du droit commun. Quelle est la part du blé qui se distribue par le canal de la spéculation ?

Dans le trust du poisson de la Volga-Caspienne, on considère que 20 p. 100 de la pêche passe sur le marché privé. « Mais combien y passe réellement », demande sceptiquement la *Pravda*? Dans l'économie agraire, le pourcentage de cette fuite doit être beaucoup plus élevé. Mais ces 20 p. 100, à eux seuls, équivalent à des centaines de millions de pouds de blé. La répression peut être une mesure inévitable d'auto-défense, mais elle ne remplace pas la *smytchka*, ne crée pas le fondement économique de la dictature du prolétariat, et n'assure pas le stockage du blé.

C'est pourquoi le gouvernement n'a pu se limiter à la seule répression. Dans sa lutte pour le blé et les matières premières il s'est trouvé contraint d'ordonner à la ville de se défaire de ses produits manufacturés. Durant ces derniers mois, les produits de large consommation sont en grande hâte dirigés sur la campagne, alors que dans les villes, notamment celles de province, les magasins gouvernementaux et les coopératives se sont vidés.

On n'a pas encore fait cette année le bilan de la « *smytchka* » avec la campagne. Le mouvement commercial de la ville s'est tari. « Nous avons donné au village, dit Kaganovitch à Moscou le 8 octobre, plus de marchandises, et si l'on peut ainsi s'exprimer, nous avons vexé ainsi la ville. » On peut exprimer cela clairement : les villes et les rayons industriels sont vexés, c'est-à-dire que les ouvriers sont vexés(1)

LES CONDITIONS ET LES METHODES DE L'ECONOMIE PLANIFIEE

Quels sont les organes existants qui réalisent le plan ? Quelle est sa vérification et sa régularisation, quelles sont les conditions de son succès ?

(1) En 1929, Préobrajensky, pour justifier sa capitulation, soutenait que, à l'aide des *sovkhozes* et des *kolkhozes*, le parti mettrait en deux ans le koulak sur les genoux. Quatre ans sont passés. Et alors ? Si ce n'est le koulak — il est liquidé — c'est le gros paysan moyen qui a mis le commerce soviétique sur les genoux, l'a contraint de vexer les ouvriers. En tout cas, comme nous l'avons vu, c'est Préobrajensky lui-même qui s'est dépêché de se mettre à genoux devant la bureaucratie stalinienne.

Trois systèmes doivent être soumis à un court examen : 1° les organes étatiques spéciaux, c'est-à-dire le système hiérarchique des commissions du plan, au centre et sur place; 2° le commerce comme système de régularisation du marché; 3° la démocratie soviétique comme système de stimulant vivant de la masse en vue de la construction économique.

S'il existait un cerveau universel, décrit par la fantaisie intellectuelle de Laplace, un cerveau enregistrant en même temps tous les procès de la nature et de la Société, mesurant la dynamique de leur mouvement, prévoyant les résultats de leur action, un tel cerveau pourrait évidemment construire *a priori* un plan économique définitif et sans aucune faute, en commençant par calculer les hectares de fourrage et en finissant par les boutons de gilet. En vérité, la bureaucratie se figure souvent que c'est elle principalement qui a un tel cerveau : c'est pourquoi elle se libère si facilement du contrôle du marché et de la démocratie soviétique. En réalité, la bureaucratie se trompe foncièrement dans l'évaluation de ses ressources intellectuelles. Dans ses facultés créatrices, elle est contrainte de s'appuyer en réalité sur les proportions (on pourrait dire aussi à juste raison, les disproportions) héritées de la Russie capitaliste; présentement, sur la structure des nations capitalistes contemporaines, et enfin sur l'expérience des succès et des fautes de l'économie soviétique elle-même. Mais, même une juste combinaison de tous ces éléments ne peut permettre que de créer l'armature non terminée du plan.

Les innombrables participants de l'économie étatique et particuliers, collectifs et individuels, manifestent leurs exigences et le rapport de leurs forces non seulement par l'exposé statistique des commissions du plan, mais aussi par l'influence inévitable de l'offre et de la demande. Le plan se vérifiera et dans une grande mesure se réalisera par l'intermédiaire du marché. La régularisation du marché lui-même doit se baser sur les tendances qui s'y font jour.

Les organismes précités doivent démontrer leur compréhension économique au moyen du calcul commercial. Le système de l'économie transitoire ne peut être envisagé sans le contrôle du rouble. Cela suppose en conséquence que le rouble soit égal à sa valeur. Sans la fermeté de l'unité monétaire, le calcul commercial ne peut qu'augmenter le chaos.

Les processus de la construction économique n'évoluent pas encore pour l'instant dans une société sans classes. Les problèmes de la répartition du revenu national constituent la charnière centrale du plan. Ils s'infiltrèrent à travers les luttes de classes et les groupes sociaux, y compris les différentes couches du prolétariat lui-même. Les problèmes sociaux et économiques les plus importants : la *smytchka* de la ville et de la campagne, c'est-à-dire la balance de ce que l'industrie reçoit de l'économie agraire et de ce que cette dernière lui donne; le rapport entre l'accumulation et la

consommation, entre le fonds de la construction du capital de base, et le fonds des salaires; la régularisation des différentes catégories du travail (ouvriers qualifiés et non qualifiés, travailleurs occasionnels, spécialistes, bureaucratie dirigeante); enfin la répartition de ce revenu national qui se produit au village entre les différentes couches de la paysannerie, — tous ces problèmes par leur seule existence ne peuvent pas admettre les décisions *a priori* de la bureaucratie qui se met à l'abri de l'intervention des millions d'intéressés.

La lutte pour les intérêts vitaux, considérés comme les facteurs fondamentaux de la planification nous introduit dans la sphère de la politique, qui est de l'économie concentrée. Les armées des groupes sociaux de la société soviétique sont (doivent être) : les soviets, les unions syndicales, les coopératives, et avant tout, le parti dirigeant. Seule, la coordination de ces trois éléments, la planification étatique, le marché et la démocratie soviétique peuvent assurer une direction juste de l'économie de l'époque de transition et assurer, non pas la mise à l'écart des disproportions en quelques années (cela est de l'utopie) — mais leur amoindrissement et par là-même, la simplification des bases de la dictature du prolétariat jusqu'au moment où les nouvelles victoires de la révolution élargiront l'arène de la planification socialiste et reconstruiront son système.

L'ETOUFFEMENT DE LA N. E. P., L'INFLATION MONETAIRE ET LA LIQUIDATION DE LA DEMOCRATIE SOVIETIQUE

La nécessité d'introduire la N. E. P., c'est-à-dire de rétablir le marché, s'imposait, à l'époque, par suite de l'existence des vingt-cinq millions d'économies paysannes individuelles. Cela ne signifie pas cependant, que la collectivisation conduit à son premier stade, à la liquidation du marché. La collectivisation ne peut être viable que dans la mesure où elle est capable d'intéresser les kolkhozes individuellement, en élaborant leurs relations réciproques, ainsi que les relations des kolkhozes avec le monde présent, sur la base d'un calcul commercial. Cela signifie qu'un établissement économique correct de la collectivisation à l'étape présente devait conduire non pas à la disparition de la N.E.P., mais à une refonte continue de ses méthodes.

La bureaucratie s'oriente en sens inverse : au premier moment il pouvait lui sembler qu'elle se dirigeait selon la ligne de la moindre résistance. Elle identifia les succès réels et indiscutables de l'effort centralisé du prolétariat avec les succès de sa planification *a priori*. Autrement dit : elle s'identifia à la révolution socialiste. Elle a masqué le problème de la « *smutshka* » avec le village, qui est resté sans solution, la collectivisation administrative. Se butant aux disproportions au

cours de la N. E. P., elle a liquidé la N. E. P. Elle a remplacé les méthodes du marché par un plus large usage de la méthode de coercition.

La fermeté d'une unité monétaire, le tcherwonetz, était l'arme la plus importante de la N. E. P. Se trouvant atteinte de vertige, la bureaucratie décida qu'elle était déjà entrée de plain pied dans l'harmonie économique; que les succès d'aujourd'hui assuraient automatiquement les succès ultérieurs, et que le tcherwonetz n'était plus un frein à l'élargissement du plan, mais, bien au contraire, une source indépendante du capital d'investissement. Au lieu de régulariser les éléments matériels du processus économique, la bureaucratie s'est mise à combler les trous à l'aide de la planche à billets. En d'autres termes, elle s'est engagée sur la voie de l'inflation « automatique ».

Après l'étouffement administratif de la N. E. P. illustré par les « six conditions de Staline » — le calcul économique, le salaire, etc... se muèrent en une suite de mots dépourvus de sens. Le calcul économique est impossible sans les rapports du marché.

La mesure étalon de la *smutshka* est le tcherwonetz. Quelle est la signification pour l'ouvrier de quelques roubles de plus par mois, si, manquant de produits alimentaires, il est contraint de les acheter au marché à des prix décuplés ?

Le rétablissement des marchés fut l'aveu de la liquidation prématurée de la N. E. P., mais aussi l'aveu des contradictions empiriques, particulières et imprévues. Dire que les marchés sont une forme « soviétique » (socialiste ?) du commerce par rapport au commerce individuel et spéculatif, signifie tomber dans l'auto-suggestion. Le commerce des marchés, même fait par les kolkhozes, en tant qu'un tout, est une spéculation sur les besoins de la ville la plus proche en produits alimentaires, et qui, par les conséquences qu'il comporte, conduit à des différenciations sociales, c'est-à-dire à l'enrichissement de la minorité des kolkhozes qui sont les mieux situés. Mais la place principale dans le commerce des kolkhozes est occupée non par les kolkhozes, mais par les kolkhoziens individuels, au même titre que les paysans individuels. Le commerce des kolkhoziens qui écoule leur production à des prix de spéculation, conduit à la différenciation à l'intérieur des kolkhozes. C'est ainsi que le marché entraîne au sein du village « socialiste » le développement de forces centrifuges.

En régularisant le marché et en rétablissant les marchés asiatiques, la bureaucratie ajouta à l'ensemble des conditions une danse barbare des prix; par suite elle minait le plan et la comptabilité commerciale. Le résultat fut l'approfondissement du chaos économique.

Parallèlement, l'ossification, qui ne date pas d'hier, des syndicats, des soviets et du parti allait son train. Se heurtant aux frottements entre la ville et la campagne, aux exigences des

différentes parties de la paysannerie et du prolétariat, la bureaucratie étouffait de plus en plus brutalement les exigences, les protestations et les critiques quelles qu'elles fussent. Le seul droit qu'elle laissa en fin de compte aux ouvriers c'est le droit de dépasser les tâches indiquées de la production. Toute tentative de résister par en bas à la direction économique était inmanquablement cataloguée comme déviation de droite ou de gauche, c'est-à-dire pratiquement comme un crime de droit commun. Le sommet bureaucratique s'est en fin de compte déclaré infaillible dans le domaine de la planification socialiste (quoique bien souvent ses soutiens et inspirateurs en fussent les pires ennemis). C'est ainsi que se trouva liquidé le mécanisme fondamental de la construction socialiste — le système souple et élastique de la *démocratie soviétique*.

Face à la réalité économique et à ses contradictions, la bureaucratie s'est trouvée armée d'une ossature de plan bosselée aux fils tordus, et d'une volonté administrative, pas mal chiffonnée elle aussi.

LA CRISE DE L'ECONOMIE SOVIETIQUE

Si le niveau général de l'économie indiqué par le plan avait été atteint non pas en quatre ans, mais en six ou sept ans; si le plan avait été réalisé ne serait-ce que dans la proportion de 50 p. 100, cela même ne donnerait lieu à aucune inquiétude. Le danger ne réside pas dans un accroissement ralenti, mais dans la non-concordance des différentes parties de l'économie. Même avec un plein accord *a priori* entre les différents éléments composant le plan, l'abaissement du coefficient d'accroissement à 50 p. 100 engendrerait, par ses conséquences, de grandes difficultés : produire un million de paires de sabots au lieu de deux millions, c'est une chose; construire à moitié une usine de sabots est une autre chose. Mais la réalité est infiniment plus complexe et contradictoire que notre exemple idéal. Les disproportions sont héritées du passé. Les données du plan renferment en elles des fautes inévitables, ainsi que des erreurs de calcul. L'inexécution du plan ne l'effectue pas uniformément, sous l'influence de causes particulières dans chaque cas pris à part.

L'accroissement moyen de l'économie de 50 p. 100 peut signifier que dans la partie A le plan n'est réalisé de 90 p. 100 et dans la partie B de 10 p. 100; si A dépend de B, alors dans son cycle de production ultérieure la partie A peut être ramenée à un niveau inférieur à 10 p. 100.

Le malheur ne consiste pas évidemment en ce que les rythmes aventuristes n'ont pu être réalisés. Le malheur est que les sautes brusquées de l'industrialisation ont entraîné les différents éléments du plan dans des contradictions menaçantes entre elles. Le malheur est que l'économie travaille sans réserves matérielles et sans calculs. Le malheur est que les instruments sociaux et politiques d'apprécia-

tion du caractère effectif du plan sont brisés ou déformés. Le malheur est que les disproportions accumulées menacent de plus en plus d'impondérable. Le malheur est que la bureaucratie incontrôlée a lié son prestige à l'accumulation ultérieure des fautes. Le malheur est qu'une crise se prépare, avec toutes les conséquences qui s'en suivent, comme par exemple la nécessité de fermer des entreprises, et le chômage.

La différence entre les rythmes industriels socialistes et capitalistes — même si l'on prend pour point de comparaison le capitalisme progressif d'antan — étonne par son ampleur. Mais il serait faux de considérer les rythmes soviétiques atteints ces dernières années comme définitifs. Le coefficient moyen de l'accroissement capitaliste ne résulte pas seulement du fait qu'il s'agissait d'une époque d'ascension, mais aussi des crises. Il en va autrement avec l'économie soviétique. Durant ces huit à neuf dernières années, elle n'a vécu que la période de son accroissement ininterrompu. Elle n'a pas encore réussi à élaborer ses indices-moyens.

On nous opposera, évidemment, que nous transplantons dans l'économie socialiste les lois du capitalisme; que l'économie planifiée n'a nullement besoin d'une régularisation par le moyen de crises, ne serait-ce même qu'un abaissement prémédité du rythme.

L'arsenal des arguments de la bureaucratie staliniste et de ses théoriciens est si pauvre, que l'on peut toujours prévoir d'avance à quel lieu commun ils recourront. Dans le cas présent il s'agit d'une simple tautologie. Comme nous sommes entrés dans le socialisme, nous devons agir « en socialistes », c'est-à-dire régulariser l'économie seulement dans le sens d'un accroissement planifié de plus en plus rapide. Mais le fait est que nous ne sommes pas entrés dans le socialisme. Nous ne faisons qu'exécuter le premier brouillon d'hypothèses, nous l'exécutons mal, et par-dessus le marché, les phares éteints. Les crises sont non seulement possibles chez nous, mais même inévitables. La bureaucratie a déjà préparé la prochaine crise.

Les lois de la période transitoire se distinguent foncièrement des lois du capitalisme. Mais elles ne s'en distinguent pas moins des lois futures du socialisme, c'est-à-dire, de l'économie harmonique, s'accroissant sur un équilibre dynamique nivelé et assuré. Les possibilités de production de la centralisation socialiste, de la concentration, de la direction unique sont incommensurables. Mais par une fausse application, notamment par un abus bureaucratique, elles peuvent se muer en leur contraire. Elles s'y sont en partie muées, car la crise existe déjà. Fermer les yeux sur cette crise signifie laisser le champ libre aux forces de l'anarchie économique. Tenter de violer l'économie par des coups de fouet ultérieurs signifie multiplier les calamités.

On ne peut prédire quelles limites la crise atteindra. Ce problème ne se résoud pas, heu-

reusement, que par des forces aveugles. Les traits privilégiés de l'économie planifiée subsistent en temps de crise, et même se révèlent particulièrement en ce moment. L'Etat capitaliste est contraint d'attendre passivement, jusqu'à ce que la crise se répartisse sur le dos du peuple, ou de recourir à des tours financiers dans le genre de ceux de von Papen. L'Etat ouvrier fait face à la crise avec toutes ses armes. Tous les leviers de commande — le budget, le crédit, la production, le commerce, sont remis en une seule main. On peut adoucir la crise, et en outre l'éloigner non par des commandements, mais par des mesures de régularisation économique. Après l'offensive aventuriste, une retraite planifiée et très mûrement réfléchie est nécessaire. Telle est la tâche de l'année prochaine, la quinzième année de la dictature du prolétariat. Il faut reculer pour mieux sauter (1).

L'ECONOMIE SOVIETIQUE EN DANGER ?

La presse officielle publie actuellement de numéros en numéros un acte d'accusation ininterrompu contre les ouvriers, les directeurs, les techniciens, les dirigeants de l'économie, les coopérateurs, les syndiqués : tous sont coupables de l'inexécution du plan, indiqué dans les « six points ». Quelle en est la cause ? Il n'y a pas de causes objectives. Tout le mal réside dans la mauvaise volonté des exécutants. La *Pravda* s'exprime de la façon suivante : « Y a-t-il des causes objectives quelconques à cette situation empirée du travail ? Aucune » (2 septembre).

C'est tout simplement que les gens ne veulent pas travailler convenablement, et rien de plus. Le Plenum d'octobre du C. C. constate « la direction non-satisfaisante sur toute la ligne ». En dehors, évidemment, de cette ligne qui se nomme le Comité central.

La mauvaise qualité du travail n'a-t-elle pas de causes objectives ? Non seulement pour la moisson des céréales, mais aussi pour la mise en marche des processus techniques compliqués, il faut un temps déterminé.

Les processus psychologiques sont, à vrai dire, déblayés avec plus de souplesse. Mais cette souplesse a, elle aussi, ses propres limites. On ne peut sauter par-dessus. En outre — et cela n'est pas le moins important — on ne peut pas exiger le maximum d'intensité avec le minimum d'alimentation.

Les résolutions du Plenum d'octobre du C. C. accusent les ouvriers et administrateurs de n'avoir pas su « fortifier » leurs plus hautes réalisations, du sommet desquelles ils roulent en bas. En réalité, les dégâts étaient inclus dans le caractère même des réalisations.

Momentanément, un homme fort peu soulever un poids qui dépasse sa force « moyenne ». Mais il ne pourra pas supporter longtemps un tel poids au-dessus de sa tête. Il est insensé de

l'accuser de n'avoir pas « fortifié » son effort.

L'économie soviétique est en danger ! Définir sa maladie ne présente aucune difficulté. Elle découle de la nature même de ses succès : par suite d'une tension excessive et mal calculée, l'économie s'est rompue. Il faut lui donner des soins avec attention et ténacité. Rakovsky donnait l'avertissement suivant dès 1930 : « Nous entrons dans toute une époque qui se déroulera sous le signe du paiement de la note de tout le passé (1) ».

LE DEUXIEME PLAN QUINQUENNAL

Le deuxième plan quinquennal a été élaboré à l'échelle du « gigantesque » (2). Il est difficile, plus exactement impossible, de juger « à l'œil nu » dans quelle mesure les indices du deuxième plan quinquennal sont exagérés. Mais il s'agit actuellement non pas du bilan du deuxième plan quinquennal, mais de ses positions de base, de sa ligne de jonction avec le premier plan quinquennal. La première année du deuxième plan quinquennal reçoit un lourd héritage de la dernière année du premier plan quinquennal.

Le deuxième plan, est la continuation en spirale du premier plan. Mais le premier plan reste inexécuté. Le deuxième plan est dès son origine suspendu en l'air. Si l'on recherche la source de leur courant, alors le deuxième plan commence au trou stoppé du premier sous le knout administratif. Cela signifie l'approfondissement de la crise. On peut ainsi poursuivre les choses jusqu'à la catastrophe.

Il n'y a qu'une issue : il faut retarder d'un an la mise en route du deuxième plan quinquennal. L'année 1933 doit devenir le rond-point du premier plan quinquennal et du second. Durant ce laps de temps, il faut d'une part, vérifier l'héritage du premier plan quinquennal, combler les fissures les plus criantes, adoucir les disproportions insupportables, redresser le front économique, et, d'autre part, reconstruire le second plan quinquennal, selon un calcul tel que ses positions de départ concordent intimement avec la réalité, et non avec les résultats imaginés du premier plan quinquennal.

Cela ne signifie-t-il donc pas prolonger tout simplement d'un an le délai d'exécution du premier plan ?

Non, malheureusement, il n'en est pas ainsi. Les conséquences matérielles de la course de

(1) Rakovsky : « Problèmes de l'économie de l'U. R. S. S. » *Lutte de Classes* n° 38, page 26 (N. du tr.)

(2) L'hostilité, une véritable haine, contre « le gigantesque » se développe rapidement dans les milieux soviétiques, comme une réaction naturelle et inévitable contre l'aventurisme de ces dernières années. Il est superflu d'expliquer, combien cette réaction, qui satisfait les grippe-sous petits-bourgeois peut devenir un danger prochain pour la construction socialiste.

(1) En français dans le texte.

ces quatre dernières années ne peuvent être rayées d'un trait de plume. Il faut une vérification, une régularisation, la discrimination des coefficients d'accroissement réellement atteints.

La situation actuelle de l'économie exclut en général tout travail planifié possible. L'année 1933 ne peut être ni le complément du premier plan quinquennal, ni la première année du second. Elle doit prendre une place indépendante entre eux, pour réaliser une atténuation des conséquences de l'aventurisme et la préparation des appuis moraux et matériels de la seconde ascension planifiée.

L'opposition de gauche a la première exigé en son temps le passage à un plan quinquennal. Actuellement elle doit dire : il faut retarder le deuxième plan quinquennal. A bas le jeu habileur ! Arrière l'agiotage ! Le travail planifié ne s'accorde pas avec eux. Une retraite ? Oui, une retraite momentanée. Et le prestige de la direction infallible ? Le sort de la dictature du prolétariat est plus important que tous les prestiges boursoufflés.

L'ANNEE DE LA REPARATION CAPITALE

L'économie soviétique déséquilibrée a besoin d'une remise à neuf sérieuse. Dans le capitalisme l'équilibre rompu est rétabli par les forces aveugles de la crise. Dans la république soviétique des soins conscients et rationnels sont possibles.

On ne peut, évidemment, arrêter dans tout un pays la marche de la production comme cela se fait lors de la réparation dans un atelier ou une usine. Mais une telle nécessité ne se fait pas sentir. Il sera suffisant d'abaisser les rythmes. Le travail de production courant ne peut en 1933, être mené sans plan, mais ce doit être un plan annuel, basé sur de tâches quantitatives modérées.

En premier lieu, on doit faire le bilan des réalisations qualitatives : liquider les constructions inopportunes et ne correspondant pas aux besoins actuels ; concentrer les forces et les ressources en premier lieu sur la construction ; équilibrer d'après l'expérience le rapport entre les différentes branches de l'industrie ; mettre de l'ordre dans les usines ; reconstruire l'outillage industriel.

Il ne faut pas courir ni établir de records ; il faut soumettre la production de chaque entreprise à son rythme technique. Renvoyer au laboratoire ce qui en est sorti prématurément. Finir de construire ce qui en vaut la peine. Rétablir l'ordre dans les rapports entre les différents ateliers de l'usine. Redresser ce qui est courbé. Réparer ce qui est abîmé. Préparer les usines à passer à une marche supérieure. Les tâches quantitatives doivent être fixées avec souplesse et conditionnellement pour ne pas porter atteinte à la qualité des réalisations.

L'année 1933 doit arrêter la migration de la force ouvrière, améliorer la situation des ou-

vriers, et commencer par cela, car c'est la clef de tout le reste. Assurer en vivres, en logements, en vêtements, l'ouvrier et sa famille. A n'importe quel prix !

Libérer les cadres administratifs et prolétaires des usines de nuits de travail supplémentaires, sous prétexte de planter des pommes de terre ou d'élever des lapins, etc... Régulariser le problème de la base alimentaire des usines comme un problème indépendant, et non comme une tâche accessoire.

Mettre de l'ordre dans la production des produits de large consommation. Les marchandises doivent être adaptées aux exigences des hommes et non à la production des matières premières par l'industrie lourde.

Arrêter d'une main de fer le processus d'inflation et rétablir une ferme unité monétaire. Cette opération difficile et malaisée n'est pas réalisable sans un arrêt brutal des investissements, sans sacrifier plusieurs centaines de millions, qui ont été investis dans des entreprises nouvelles prématurées ou non conformes, afin de prévenir la perte de milliards dans l'avenir.

Il est nécessaire de battre momentanément en retraite dans le domaine industriel, aussi bien que dans le domaine agricole. On ne peut déterminer d'avance une ligne définie de retraite. Seule la réparation du capital de base de l'économie l'indiquera.

Les organismes dirigeants doivent contrôler, aider, réunir toutes les possibilités, et non pas pousser à la mort les entreprises, comme c'est le cas actuellement. L'économie et les gens ont besoin de souffler après la pression et l'aventurisme administratif.

Beaucoup de dirigeants économiques, ainsi qu'on le voit d'après les journaux, en viennent de leur côté à l'idée que l'année 1933 doit se différencier sous bien des aspects de l'année qui prend fin. Mais ils ne conduisent pas leur raisonnement jusqu'au bout, pour ne pas tomber sous les coups.

Au sujet du transport par chemin de fer l'*Economitcheskaja Jizn* écrit : « Une des tâches les plus importantes de l'année 1933 doit être la liquidation définitive de tous manquements et non-achèvements quels qu'ils soient, du manque de liaisons et des disproportions dans le travail des différentes parties composantes du mécanisme des transports. » Que cela est bien dit ! On doit accepter cette formule en son entier, l'élargir à toute l'économie.

« On doit se débarrasser avec vigueur — écrit la *Pravda*, au sujet de l'usine de tracteurs de Stalinegrad — des méthodes désastreuses de travail, en finir avec la fièvre de la livraison, pour assurer la sortie d'une production planifiée. » Tout à fait juste ! L'économie planifiée, prise comme un tout, représente, par son type, une chaîne à l'échelle étatique. Le système qui consiste à boucher les trous est incompatible avec tout travail planifié. L'année 1933 doit « en finir avec la fièvre dans la livraison », ou

tout au moins abaisser notablement sa température.

Dans le domaine de l'économie agraire, le gouvernement soviétique lui-même a manifestement déclaré un « tournant de la quantité à la qualité ». Cela est juste, mais il faut prendre le problème plus largement. Il ne s'agit pas seulement de la qualité du travail de la terre, mais de toute la politique et de la pratique des sovkhozes et kolkhozes. Le tournant de la quantité à la qualité doit être élargi au travail du gouvernement lui-même.

La retraite est avant tout inévitable dans le domaine de la collectivisation. Là plus qu'ailleurs, le gouvernement s'avère prisonnier de ses fautes. Continuant à commander autoritairement, ordonnant, sous la signature de Molotov et Staline, le nombre de déciatines qu'il faut ensemençer, la bureaucratie commence, en réalité, à nager dans le sens du courant.

En outre, dans les villages s'est fait jour une nouvelle petite couche, qu'on nomme les « sortants », anciens kol hoziens. Leur nombre croît. Retenir de force dans les kolkhozes le paysan qui dilapide la récolte, disperse les semences et en redemande au gouvernement — est purement insensé. Il n'est pas moins criminel de laisser la liberté au courant de processus de décomposition. La tendance à mettre une croix sur le mouvement des kolkhozes semble relever la tête, même dans les rangs du parti. Le permettre signifierait jeter l'enfant avec l'eau de la baignoire.

L'année 1933 doit servir à assurer l'établissement d'une économie agraire collectivisée en rapport avec les ressources techniques, économiques et culturelles. Cela signifie : choisir les collectivités les plus viables, les reconstruire en relation avec l'expérience et les desiderata de la base de la masse paysanne, avant tout des paysans pauvres. En même temps élaborer des conditions de sortie des kolkhozes qui réduisent à leur plus petite limite les à-coups de l'économie agraire, sans parler des dangers directs de guerre civile.

La politique de la « dékoulakisation » méca-

nique est en fait abandonnée. Il faut officiellement faire une croix sur elle. En même temps il est nécessaire d'établir une politique de limitation absolue des tendances exploiteuses des koulaks. Dans ce but, il faut unir les basses couches du village dans une union de paysans pauvres.

Et ainsi, en 1933, le moujik retournera la terre, l'ouvrier textile tissera la toile, les hauts-fourneaux couleront le métal, les chemins de fer transporteront les gens et les produits du travail. Mais le plus haut critère de cette année ne consistera pas en ce qu'on produira le plus possible, le plus vite qu'il se peut, mais en ce que l'ordre sera rétabli dans l'économie : revoir tout l'inventaire, séparer le sain du malade, l'avantageux du désavantageux, enlever les gravats et la boue, construire des logements suffisants et des réfectoires, réparer les toits, établir le tout à l'égout. Car, pour bien travailler les gens ont avant tout besoin de vivre humainement, et par conséquent, de satisfaire leurs exigences humaines.

Consacrer une année particulière à la réparation capitale, est une mesure qui par elle-même ne résoud rien. Elle ne peut prendre toute sa grande signification que par le changement dans la façon d'aborder l'économie, et avant tout, ces soutiens vivants, les ouvriers et les paysans. Aborder l'économie est l'affaire d'une politique. L'arme de la politique est le parti.

La tâche de toutes les tâches — *régénérer le parti*. Là aussi il faut dresser un inventaire du lourd héritage de la période pot-léninienne, séparer le bon du mauvais, l'avantageux du désavantageux, débarrasser des gravats et de la boue, ventiler et désinfecter toutes les institutions de la bureaucratie. Et à la suite celles du parti, les soviets et les syndicats.

La réparation capitale de toutes les organisations soviétiques est la plus importante et la plus pressante des tâches de l'année 1933.

Prinkipio, 22 octobre 1932.

Léon TROTSKY.

Perspectives pour l'Amérique

(Suite)

c) *Le réformisme agraire centré sur la réforme du crédit*

Dans ces circonstances, la tactique du réformisme agraire a toujours été la même, « rendre l'argent bon marché et abondant », c'est-à-dire une réforme ou une autre d'inflation calculée pour réduire les prétentions des banquiers à l'égard des paysans. Sur ce mot d'ordre, il a toujours été possible d'isoler la classe moyenne des paysans des autres larges masses de la population — la classe moyenne des villes, dont les économies perdraient une partie de leur valeur si l'inflation était établie, beaucoup d'éléments de la classe ouvrière opposés à une élévation du coût de la vie, etc... En conséquence, aucun de ces mouvements ne réussit à gagner le pouvoir.

En Amérique, comme partout ailleurs, la petite-bourgeoisie a prouvé elle-même son incapacité de poursuivre une ligne politique indépendante en dépit des avantages stratégiques de sa forte base agraire. Le trait distinctif des expériences américaines a été que la faillite n'a pas tant été due à l'absorption du mouvement indépendant des classes moyennes par d'autres classes sociales, comme en Europe, qu'à son isolement des intérêts d'autres parties des masses, et notamment du prolétariat. Le parti ouvrier-paysan La Follette fut, en établissant des revendications plus larges, une tentative pour surmonter cet isolement et pour mobiliser le prolétariat pour les buts de la petite-bourgeoisie, mais il vint trop tard à cet effet; le prolétariat était, à cette époque, trop grand pour être attelé à un tel véhicule.

V. — LES FORCES MOTRICES DE L'IMPERIALISME AMERICAIN CHERCHENT UN DEBOUCHE EXTERIEUR

Entre temps, le développement du capitalisme américain a atteint un point où ses forces motrices l'obligent à chercher à l'extérieur une solution pour ses problèmes intérieurs, portés maintenant à maturité par la crise; autrement dit, ces problèmes sont ceux de l'imperialisme, le plus haut stade du capitalisme, accompagnés et aggravés par les problèmes provenant de la survivance de vastes structures organiques représentant les stades inférieurs du développement antérieur.

1) LES PROCES DE CONCENTRATION DU CAPITAL CONTINUENT TOUJOURS

Dans les principaux domaines de l'industrie lourde, la concentration du capital en quel-

ques vastes unités à caractère de monopole a atteint un haut degré de développement, même en comparaison avec l'Europe. Dans l'industrie de l'acier, 64 p. 100 de la production est entre les mains de six compagnies; dans le cuivre, 66 p. 100 de la production normale entre cinq compagnies. Dans l'industrie des pétroles, les anciens jours où un seul puits heureux pouvait servir à monter une grande compagnie pétrolière sont complètement passés par suite des restrictions de la production, du trop grand nombre et du monopole du contrôle des détaillants, et dix compagnies font le commerce de 70 p. 100 du pétrole du pays.

Les procès de concentration se poursuivent toujours et avec une activité renouvelée depuis le début de la crise, bien que les difficultés de financer les fusions ont, dans les douze derniers mois, ralenti temporairement ce développement. Depuis la crise, les fusions dans les industries de l'acier, du pétrole, des services publics, des chemins de fer et autres industries de base montrent que la tendance à la consolidation dans des unités industrielles toujours plus vastes d'une importance mondiale n'a pas été freinée, mais plutôt accélérée par la crise.

2) DOMINATION CROISSANTE DU CAPITAL FINANCIER

La liaison étroite mentionnée ci-dessus entre les fusions industrielles et les opérations financières n'est qu'une phase de la dépendance croissante du capital en général envers le capital financier. Depuis la guerre civile, le taux de croissance du capital industriel et de la production industrielle a été de beaucoup supérieur à l'accroissement de la fourniture utile d'or, l'intermédiaire fondamental des échanges. Pour franchir cet abîme toujours plus profond, il a fallu un accroissement énorme dans la création du crédit, représenté par toutes sortes de symboles en papier des valeurs d'or, depuis les billets de banque, les actions et les obligations jusqu'à de purs postes de comptabilité tels que des crédits ouverts, des dépôts en banque accordés sur des crédits découverts, etc... Le rôle du capital financier qui contrôle l'émission de toutes sortes de crédit a par conséquent été considérablement augmenté.

Le rapport direct entre la grandeur des unités du capital financier et celle des unités du capital industriel découle des nécessités économiques. En Amérique, il est cristallisé dans les dispositions du National Banking Act

qui interdisent à une banque de prêter une somme supérieure à 10 p. 100 de son capital et de son actif à n'importe quel emprunteur individuel. Comme le capital industriel s'est étendu, il a donc été nécessaire au capital financier de s'agglomérer en de vastes unités grandissantes. Ce n'est pas avant 1917 que l'Amérique eut une banque d'une grandeur comparable aux « Big Five » anglaises; maintenant, il y a à New-York deux banques avec un actif d'environ deux milliards de dollars. Que ce procès soit toujours incomplet a déjà été indiqué; les restrictions légales dans la branche bancaire, ainsi que la période précédente de prospérité ont maintenues vivantes des milliers de petites banques, dans la campagne et dans les faubourgs des villes, nombre qui est en diminution rapide par suite de la crise.

3) L'EXPORTATION DE CAPITAL DANS LES CONDITIONS D'APRES-GUERRE

Une troisième caractéristique d'un état impérialiste achevé, l'exportation de capital financier à une large échelle, est un fait accompli en Amérique depuis la guerre. De nation débitrice en 1914, elle est maintenant devenue créditrice pour un montant de 18 milliards, sans compter les dettes de guerre. Mais cette énorme exportation de capital n'a pas eu le développement relativement simple et droit de la tendance correspondante en Angleterre, pendant l'époque de Victoria.

a) *L'Amérique exporte toujours plus qu'elle importe*

Depuis qu'elle est devenue une nation exportant des capitaux, l'Angleterre a toujours importé plus qu'elle exportait, la différence lui donnant le moyen de réaliser, en marchandise, le revenu du capital déjà exporté, tout en lui fournissant la base pour une exportation de capital supplémentaire. L'Amérique important cependant peu de marchandises de première nécessité (ses principaux articles sont le café, le caoutchouc, la soie, la pâte de bois), a exporté pendant des années 10 p. 100 de sa production croissante. Cet excédent des exportations sur les importations qui la caractérisa longtemps avant la guerre, était typique pour des nations incomplètement industrialisées dans leur course à un rapide développement et qui payaient par cet excédent les importations de capital nécessitées par leur développement. Toutefois, l'excédent des exportations a continué depuis que l'Amérique est devenue le principal exportateur de capitaux. En d'autres termes, la balance commerciale ne permet pas à l'Amérique de recevoir en marchandises le revenu du capital qu'elle a investi, comme c'en est le cas en Angleterre et en France.

Au contraire, les vastes exportations de marchandises américaines ne peuvent être seulement financées qu'en continuant à prêter aux nations importatrices le capital pour financer leur excédent d'importations. Dans un certain

sens, l'exportation de capitaux est même plus vitale pour l'impérialisme américain que pour l'Angleterre ou la France, qui ont à leur disposition les leviers d'une politique d'importation. Par exemple, le traité d'Ashburton entre l'Argentine et l'Angleterre établit un fond de roulement de 100 millions de dollars (une exportation de capital à court terme) par lequel le marché argentin de blé et de viande fut élargi en Angleterre, pendant qu'au même moment, ce traité aidait à financer — et ainsi à les augmenter — les exportations anglaises de textiles, de machines, etc... en Argentine pour un montant identique. Une telle procédure n'est pas ouverte pour les Etats-Unis qui, s'ils désirent donner directement au gouvernement une aide pour augmenter les exportations américaines en Argentine, auraient à prêter immédiatement les fonds à l'Argentine, car ils n'ont aucun besoin du blé et de la viande d'Argentine. Cela laisserait aux exportateurs argentins le soin de trouver des marchés comme ils le pourraient, mais en aucun cas en concurrence avec les exportations américaines de blé et de viande.

b) *Caractère fictif de certaines exportations américaines de capital*

Un autre des traits négatifs de l'exportation américaine de capital a été le caractère largement fictif de beaucoup des exportations de capitaux en Europe. Le but ostensible de tels emprunts fut de rétablir l'économie européenne jusqu'à ce qu'elle se tienne sur ses propres jambes, ce qui était envisagé comme une affaire relativement simple couvrant quelques années. Actuellement, la plupart des grands emprunteurs européens continuent à ne pas pouvoir se tenir, c'est-à-dire continuent à importer plus qu'ils ont été capables d'exporter (après avoir opéré la réduction due à d'autres articles dans la balance internationale des paiements). C'est pourquoi ils ne furent réellement pas capables de pourvoir pendant la « période de stabilité » qui s'étendit de 1924 à 1929 aux intérêts et aux charges d'amortissement de leurs dettes. Ces charges furent simplement ajoutées à la dette existante et on « exporta » des Etats-Unis du capital pour le montant nécessaire par le paiement de ces charges plus les déficits des importations. Autrement dit, une grande partie de ces exportations de capitaux dans les dernières années fut simplement une transaction comptable, comme si un banquier, que son débiteur serait incapable de payer, débiterait celui-ci chaque année des intérêts et marquerait la dette croissante comme une preuve de son volume croissant d'affaires.

Tel est le statut présent de l'impérialisme américain — un degré élevé et croissant de concentration de capital pour maintenir son exportation de marchandises, le tout aboutissant en une poussée agressive vers l'expansion dans des territoires étrangers. Quelles sont les perspectives de la prochaine longue période de l'économie américaine ?

4) FAIBLESSE STRUCTURELLE INTERNE DE L'IMPERIALISME AMERICAIN

1) *La crise permanente dans l'agriculture*

Derrière le front impressionnant, il y a certaines influences négatives qui devraient donner au plus optimiste des Babbitt motif de s'arrêter et de penser. La première d'entre elles est la crise agricole qui s'est installée en permanence en Amérique. Avant la guerre, une des premières questions à laquelle un économiste avait à répondre en discutant la situation générale de l'économie américaine était « A combien s'élèvera la récolte ? » Plus la récolte était grande, plus l'argent affluait chez les paysans, plus grande serait la balance des exportations, plus solide serait la position financière. Depuis 1919, il n'en est plus ainsi; les grandes récoltes ont eu pour résultat une chute des prix qui a compensé l'augmentation de la quantité, tandis que, dans les années de récoltes moindres, le Canada, l'Argentine et l'Australie augmentèrent leur participation en produits agricoles sur le marché mondial. L'année 1919 marqua les plus larges rentrées d'argent du paysan américain, bien que les quantités produites atteignirent leur maximum en 1926; dans les six dernières années, sa position devint de plus en plus mauvaise. Les bas prix ne lui ont pas permis de payer aux banques son énorme dette hypothécaire, il a dû emprunter de plus en plus, et la débâcle des prix depuis 1929 a définitivement mis une fin à ses aspirations économiques.

Un nombre croissant d'entre eux est chassé des fermes et leur place est prise par les « usines à blé », la corporation agricole opérant avec un capital de plusieurs millions de dollars et cultivant 8 à 12.000 hectares à l'aide de l'outillage moderne le plus grand et le plus efficace. Ces corporations ont réduit et devront réduire leurs frais à un point où elles pourront faire un bénéfice sur des prix des produits agricoles voisins des niveaux actuels, tandis que le paysan individuel, si efficient soit-il, ne pourra, sauf quelques exceptions heureuses, survivre en producteur économique au niveau actuel des prix, parce que ses frais seront trop élevés.

Autrement dit, il y a des indications que le paysan américain est poussé dans la position du tisserand anglais du dix-huitième siècle, quand les machines puissantes de filage et de tissage devinrent d'un usage courant. Le dernier bastion de forte production individuelle de marchandises importantes est en train de passer par ce qui correspond à la Révolution industrielle.

a) *Conséquences sociales de la révolution technique dans l'agriculture*

Les conséquences d'un tel développement sont incalculables. Aux Etats-Unis, plus de 35 millions de personnes sont employées dans l'agriculture; si elles doivent être chas-

sées des fermes et, comme il n'y a pas d'issue pour elles dans le commerce et l'industrie, elles augmenteront énormément l'armée des chômeurs. Le vieux problème du chômage technique se présentera à nouveau avec une acuité inouïe sur une échelle énorme et peut-être dans un espace de temps relativement court.

Que l'industrie ne soit pas en état d'absorber une telle irruption de main-d'œuvre, (en faisant abstraction complète de la crise et en se basant sur les records de l'ère de « prospérité »), cela est montré par le faible taux d'accroissement du nombre des salariés employés dans l'industrie en comparaison avec la valeur de la production, pour plus des trente dernières années.

Le faible accroissement de la main-d'œuvre comparé au rapide accroissement du volume des produits manufacturés indique la capacité d'absorption du marché du travail américain, même en 1929.

Dans ses plus grandes lignes, un tel mouvement signifierait une pression terrible sur les salaires et le niveau de la vie, un potentiel d'une armée permanente de travailleurs mourant à moitié de faim, revendiquant des secours, ce qui imposerait un caractère effroyable à l'édifice américain, que ces secours soient accordés ou refusés. D'un strict point de vue de l'économie, nous avons la disparition d'une partie importante du marché intérieur américain pour les produits manufacturés.

Une expropriation systématique de la classe des paysans en Amérique, par le transfert de leur production dans des corporations agricoles opérant industriellement et d'une partie à l'étranger, entraînerait une perturbation terrible et un regroupement des forces économiques aux Etats-Unis. L'histoire de l'expropriation de la paysannerie anglaise, depuis les « clôtures » du dix-septième siècle jusqu'au mouvement chartiste et à l'agitation de 1848 de la loi du blé, montre les conséquences politiques énormes d'une telle tendance. Aux Etats-Unis, sur un plan historique plus élevé, l'expropriation des paysans ouvre les plus larges perspectives révolutionnaires.

5) EXTENSION DE LA CRISE PERMANENTE A CERTAINES INDUSTRIES

La crise permanente de l'agriculture a sa contre-partie dans maintes industries importantes. En analysant concrètement la structure économique de l'Amérique, par industries particulières, on trouve qu'il y a une analogie fructueuse entre l'histoire de maintes industries particulières et le développement historique du capitalisme dans son ensemble. Dans ses premiers stades, les problèmes principaux posés à une nouvelle industrie sont d'élargir le capital et d'augmenter suffisamment la production pour satisfaire à la demande croissante; l'industrie est organisée en plusieurs petites compagnies plutôt qu'en quelques grandes, les profits sont élevés et le capital est accumulé à un taux rapide, tandis que les effets

des dépressions commerciales et des crises sont peu senties. Au fur et à mesure que l'industrie vieillit, des petites unités sont consolidées en de larges cartels, le taux de profit est stabilisé et le problème de trouver des marchés passe au premier plan, tandis que les fluctuations de la prospérité suivent de près le cycle des affaires. A un stade ultérieur qui peut être décrit comme la « vieillesse industrielle » ou crise permanente, le taux du potentiel de production est bien supérieur à toute extension possible des marchés, le taux de profit est inférieur à la moyenne des bonnes années et disparaît complètement dans les mauvaises années; et l'industrie est surcapitalisée.

La sensibilité croissante aux crises est bien illustrée par l'industrie automobile. Dans l'année de crise 1907, il y eut une augmentation des enregistrements des automobiles aux Etats-Unis de 33 p. 100; dans l'année de crise 1921 de 14 p. 100; en 1930, pour la première fois dans l'histoire américaine, le nombre des automobiles enregistrées diminua de 1/3 p. 100 et en 1931, de 2,3 pour 100. Opposez cela à la situation d'une jeune industrie comme la production en masse de réfrigérants électriques; en 1931, malgré la crise, il y eut une vente de réfrigérants supérieure de 10 p. 100 à celle de 1930 où il en fut vendu plus que dans l'année de boom 1929.

Ces caractéristiques — capitalisation élevée, grande concentration de capital, bas profits même dans les bonnes années et grande sensibilité à l'évolution cyclique des affaires — ont marqué les principales industries de matières premières et plusieurs des vieilles industries comme le textile, le cuir, l'acier, etc. Le taux de vieillissement des industries a été beaucoup augmenté par le haut degré de la technique de la production et de la distribution, ainsi que par les larges montants de capitaux disponibles depuis la guerre; la soie artificielle et la radio sont deux exemples saillants d'industries relativement jeunes qui ont déjà saturé leurs marchés. Une analyse faite à ce point de vue de l'industrie américaine montre qu'une très importante partie de sa composition a atteint un stade avancé de « vieillesse industrielle » ou de décadence capitaliste, tandis que les industries les plus saines et les plus résistantes sont à quelques exceptions près, comme le tabac, les produits du lait, etc..., d'importance secondaire.

Nous pensons que ces illustrations montrent, à une petite échelle et sur un terrain limité, les procès qui ont lieu dans l'industrie américaine dans son ensemble — concentration du capital, surcapitalisation, faible taux de profit, acuité croissante des crises, capacité excessive et besoin urgent de tendre vers de nouveaux marchés conduisant à de plus grands efforts pour augmenter les exportations; en résumé que la crise permanente s'étend de l'agriculture à l'industrie.

VI. — QUELQUES FAIBLESSES INTERNATIONALES DANS LA STRUCTURE DE L'IMPERIALISME AMERICAIN

1) RESULTATS DE L'APPARITION TARDIVE SUR L'ARENE MONDIALE

Mais cette poussée pour l'expansion à l'étranger prend place dans un état économique qui diffère par quelques voies importantes du vieil impérialisme de l'Europe, dont le type est l'Angleterre d'avant-guerre. Avant tout, l'Amérique arrive tardivement sur la scène comme nation impérialiste complètement développée. Les efforts tentés vers 1900, en vue de conquêtes impérialistes directes qui lui apportèrent les Philippines, Porto-Rico, le protectorat sur Cuba, etc..., et les interventions antérieures à Hawaï furent prématurés en ce sens que quelques prémisses industrielles, mais non toutes et peu de prémisses financières existaient alors pour une politique impérialiste. La grande période d'édification des trusts vint peu après la guerre contre l'Espagne, non avant; l'Amérique était toujours une nation débitrice, c'est-à-dire regardant vers l'Europe pour de nouvelles importations de capitaux plutôt qu'exportant elle-même des capitaux, et la domination du capital financier, caractérisé par Morgan, était toujours incomplète.

a) Le monde colonial réparti

Pendant ce temps, l'impérialisme américain fut prêt à s'affirmer sur tous les fronts, financier aussi bien qu'industriel, après la guerre, le monde colonial ayant été réparti. L'Amérique elle-même prit part à la préparation des traités qui stabilisèrent la nouvelle division des territoires, mais sous les auspices du régime démocratique wilsonien qui, étant plus ouvert à l'influence de l'idéologie petite-bourgeoise que le parti républicain, représentant historique des grandes affaires, ne représenta pas les intérêts de l'impérialisme agressif avec un cynisme égal à celui du régime d'un Coolidge ou d'un Hoover. Les propres aventures impérialistes de Wilson au Mexique, au Nicaragua et à Haïti, avant l'entrée de l'Amérique dans la guerre mondiale, furent dans l'ensemble des affaires menées à moitié et peu concluantes, à une échelle limitée, ne convenant pas pour la préparer à une lutte sérieuse avec l'Angleterre, la France et l'Italie pour les états coloniaux. La guerre victorieuse contre l'Espagne apporta à l'Amérique un protectorat sur Cuba et la possession complète de Porto-Rico, des Philippines, Tutuila, Guan, etc...; la guerre infiniment plus coûteuse de 1914-1918 n'apporta rien dans la voie d'une directe acquisition territoriale à une Amérique plus hautement industrialisée. Le but de la politique wilsonienne fut plutôt de trouver un terrain pour l'expansion américaine en Europe même, par l'exploitation des exploités au moyen de la « stabilisation et de la coopération internationale ». Mais, le monde resta fonda-

mentalement réparti et l'impérialisme avait à pénétrer dans les chasses gardées des vieilles puissances impérialistes sur une centaine de fronts — victorieusement au Canada, moins dans l'Amérique du Sud, encore moins en Extrême-Orient. Le fait que le monde a été réparti signifie que l'impérialisme américain trouve une route barrée devant lui; il peut essayer de passer à travers les obstacles par la guerre ou de les détourner par une exploitation indirecte et une agression économique, ou par les deux, une possibilité n'excluant pas l'autre.

b) *L'économie mondiale dans une phase stationnaire ou décadente*

Un second effet de l'entrée tardive de l'Amérique sur l'arène mondiale est qu'elle trouve l'économie mondiale dans sa phase stationnaire ou déclinante, tandis que l'expansion impérialiste de l'Angleterre victorienne prit place sur la base d'une tendance ascendante, progressive du capitalisme mondial.

Les Etats-Unis sont dépendants du commerce mondial à un degré qui n'est aucunement indiqué par la déclaration que seulement 10 p. 100 de leur production sont exportés, quoique ce soient précisément les Etats-Unis qui soient souvent cités par les avocats du nationalisme économique en Russie et en Allemagne comme un exemple d'économie se suffisant à elle-même ou « d'autarchie ». Les ravages de la crise, en chômage, en diminution de la production industrielle, dans le commerce extérieur, y ont été plus grands que dans d'autres pays et, en ce sens, les effets de la crise mondiale ont été sentis au moins aussi fortement aux Etats-Unis que dans les plus grandes nations d'Europe.

La crise générale prolongée d'après-guerre de l'économie mondiale, et d'abord en Europe, demeure la perspective fondamentale du monde capitaliste, commandant les hauts et les bas du cycle des affaires. L'effondrement de la stabilisation d'après-guerre, basée sur des emprunts américains, rend peu probable une répétition à une large échelle d'une telle tentative dans l'avenir immédiat. La crise mondiale, dans son sens le plus large, donnera une situation défavorable pour une tentative de l'Amérique de résoudre à l'extérieur ses contradictions internes; en aucune façon, un obstacle complet, mais plutôt une difficulté fondamentale qui fera prendre au choc des intérêts une forme particulièrement aggravée.

2) COMPLICATIONS DE LA STRUCTURE INTERNE DE L'AMERIQUE PORTANT SUR SES RELATIONS EXTERIEURES

Une autre différence importante notable entre l'impérialisme américain d'aujourd'hui et les impérialismes d'avant la guerre est le fait que l'Amérique est le plus grand producteur et exportateur mondial de matières premières et de produits alimentaires, aussi bien que la

plus grande nation industrielle. Autrement dit, elle a toujours le trait fondamental qui la caractérisa avant la guerre d'être un fournisseur à grande échelle de matières premières aux nations industrielles avancées d'Europe.

A ce point, ses intérêts comme fournisseurs de matières premières vendant à l'Angleterre par exemple, entrent en conflit avec ses intérêts comme rival de l'Angleterre sur le marché mondial, aussi bien qu'avec ses intérêts de créancier de l'Angleterre désireux, par conséquent, de maintenir celle-ci en état de payer. Aucune autre nation capitaliste n'est, à une telle échelle, productrice de matières premières et de produits alimentaires et aucune autre nation impérialiste n'a exporté du capital à une telle échelle aux nations industrialisées concurrentes. La politique historique de l'impérialisme a été de développer des colonies en augmentant leur production de matières premières et de produits alimentaires, tout en y exportant des produits manufacturés et du capital financier.

a) *L'Amérique en tant que producteur de matières premières — exportateur rival — créancier*

En présence du rôle énorme de l'agriculture et de la production de matières premières dans l'économie des Etats-Unis, une politique d'augmentation de la production du coton aux Indes, par exemple, y aurait des conséquences entièrement différentes qu'en Angleterre. A cause de la crise générale d'après-guerre du capitalisme, les marchés mondiaux dans leur ensemble ne peuvent absorber une plus grande production totale de coton. La nouvelle production indienne déplacerait donc une certaine quantité de coton américain. Comme l'Angleterre ne cultive pas le coton, elle n'a pas à faire face à un tel problème. Cependant pour l'Amérique, cela voudrait dire que pendant que l'on était en train de trouver un marché étranger aux Indes, cela restreignait en même temps son marché intérieur dans les états du Sud producteurs de coton, et, sur cette voie, cela déplaçait la crise d'une partie de sa structure à une autre. Bien sûr, il peut toujours rester un bénéfice net dans le processus; ce que nous voulons souligner ici, ce sont les postes sérieusement passifs se contrebalançant, que l'Amérique s'attirera au cours d'une politique plus agressive d'expansion impérialiste.

b) *Les contradictions américaines ne réduiront pas, mais aggraveront les conflits impérialistes*

Nous ne tirons pas du tout de l'existence de ces postes passifs la conclusion qu'ils agiront pour prévenir les Etats-Unis de chercher des solutions impérialistes. Au contraire, ils seront forcés de les chercher avec même une agressivité plus grande que l'Europe d'avant-guerre.

La conclusion que nous tirons est que la crise économique générale caractérisée par l'extension de la crise permanente de l'agricul-

ture à un cercle s'élargissant d'industries importantes rencontrera, selon toute probabilité, à cause de certains facteurs compensatoires que nous avons indiqués plus haut, une solution plus contradictoire, plus violente et plus perturbatrice dans les limites de l'expansion impérialiste que les vieilles nations impérialistes. Les luttes avec les autres nations impérialistes seront diverses et sévères, tout le processus d'expansion assumera un caractère explosif rare, et les effets de l'expansion à l'étranger sur la crise intérieure seront variables, compliqués et pleins de contradictions. Pour continuer son expansion impérialiste, l'Amérique aura à sacrifier de grandes parties de son économie existante, sa classe de paysans et sa production de matières premières afin de rendre possible l'accroissement de certaines parties de son industrie de produits manufacturés, de la force de son capital financier et de ses exportations de capitaux. Ces chocs et ces perturbations remueront les fondements de la paix des classes et le retard politique du passé et ouvrira des perspectives de grandes luttes révolutionnaires.

La crise permanente dans l'agriculture, la prépondérance de la « vieillesse industrielle » et les importants obstacles dans la voie de l'expansion impérialiste américaine fournissent la probabilité d'une croyance que le long stade ascendant du développement économique américain est fini et que la présente crise marque le commencement d'une course descendante qui comme la course ascendante, sera caractérisée par des crises et des périodes de stabilisation et même de croissance. La différence serait que, tandis que les crises et les dépressions sur la course ascendante furent relativement courtes en comparaison des périodes d'essor et que chaque nouveau sommet fut plus élevé que le précédent, dans la course descendante les crises et les dépressions seront plus longues et plus démoralisantes et les périodes de stabilisation et d'essor s'élèveront à des sommets qui seront moins élevés que les sommets du passé. Le déclin général ou, au mieux, la stabilisation du cours de l'économie mondiale, se refléterait alors dans le processus du développement économique américain.

D'autre part, il est possible que même pendant que toute l'économie mondiale décline, la part de l'Amérique augmentera aux dépens de l'Europe au travers de la reconstruction de l'économie américaine et des agressions économiques et militaires. Indubitablement, dans sa compétition avec d'autres nations impérialistes, l'Amérique a d'énormes avantages; une abondance de ressources naturelles déjà utilisables, la technique industrielle la plus hautement développée et la plus grande accumulation de puissance financière. En même temps, ces faits ne l'ont pas empêchée de sentir la crise présente plus âprement que d'autres nations industrielles.

La question de savoir si la part croissante de l'Amérique devant être obtenue aux dépens de

l'Europe sera en valeur absolue plus grande que la part de l'Amérique dans le passé doit être placée au second rang, en comparaison des perspectives révolutionnaires ouvertes par la poussée impérialiste américaine et les chocs et perturbations intérieures qui l'accompagneront.

VII. — DANGERS D'UNE CONTINUATION DU RETARD DANS LE DEVELOPPEMENT POLITIQUE

1) ORGANISATIONS PROLETARIENNES NON DEVELOPPEES; DEFENSE BOURGEOISE NON DEVELOPEE

Les procès de décadence s'étendent à travers la structure économique et rendent impossible de continuer à placer les problèmes politiques, les questions du pouvoir à l'arrière-plan. Mais les intérêts de classe en contradiction s'éveillant maintenant à une nouvelle conscience et une nouvelle acuité se trouvent en face d'un groupe d'organisations politiques qui ne correspondent en aucune manière à leur besoin d'expression.

Les deux vieux partis, républicains et démocrates, groupent tous deux des éléments hétérogènes et contradictoires, sur la base de vieilles alliances qui ne sont plus valables depuis longtemps : industriels de la Nouvelle-Angleterre et fermiers du Centre-Ouest dans le parti républicain; fermiers du Sud, originaires de l'étranger et première génération de travailleurs des grandes cités, une faible couche de banquiers d'affaires dans le parti démocrate. Il est difficile de voir comment l'un ou l'autre de ces groupements a pu être maintenu pendant une aussi longue période de tension. En particulier, en ce qui concerne le parallélisme essentiel de leur fonction, une désagrégation des deux partis et un regroupement paraissent devoir être d'un développement probable.

a) Perspectives du « troisième parti »

Il y a beaucoup d'éléments agrariens « progressifs » dans les deux partis, plus particulièrement chez les républicains et qui ont tendu vers un troisième parti, mais qui trouvent leur situation actuelle comme aile gauche minoritaire suffisamment confortable et qui veulent vivre et laisser vivre sur la base de concessions occasionnelles telles que le demi-milliard de dollars jetés au Farm Board. Comme la crise diminue la marge dans laquelle de telles concessions peuvent être faites, leur position dans les grands partis deviendra plus précaire. En même temps, les efforts des libéraux de la classe moyenne des villes, quoique soutenant à présent les socialistes pour former un troisième parti, peuvent, dans de telles conditions, exercer un grand attrait en offrant une base idéologique large, dont les mouvements agrariens en Amérique avaient toujours manqué. Un attrait supplémentaire peut être exercé

d'un autre côté par le parti socialiste dans lequel des indices d'une scission possible entre les ailes droite et gauche ont déjà été observées et dans lequel quelques éléments considèrent franchement le nom de « socialiste » et l'hommage rendu au marxisme du bout des lèvres comme une charge inutile.

Il est possible que, de ces éléments, un troisième parti soit construit, représentant essentiellement les intérêts des classes moyennes, ensemble avec une partie de l'aristocratie ouvrière. Celle-ci peut, dans certaines circonstances, prendre, comme les trade-unions anglaises en 1919, l'initiative d'organiser un Labour Party une fois que leur politique apolitique se montrera intenable plus longtemps dans les conditions d'une crise prolongée.

Ce sont toutefois des possibilités basées sur des analogies historiques. Actuellement, les deux partis principaux tirent leur force de toutes les classes — la grande bourgeoisie, la classe moyenne de la campagne et des villes, les ouvriers. Cela constitue leur force organique, mais aussi leur faiblesse intrinsèque; les organisations qui déterminent réellement l'action gouvernementale travaillent en dehors de la machinerie des partis, à travers des associations commerciales, des unions ouvrières, des associations de propagande, des organisations religieuses, etc... Le politicien en Amérique s'occupe de l'appareil de la vie politique, mais non de ce qui est compris partout ailleurs par « politique », c'est-à-dire la lutte pour le pouvoir, laquelle est menée par une autre caste de personnages derrière la scène de la représentation officielle.

b) Manque de maturité des organisations prolétariennes

En se tournant vers les groupes à gauche du parti socialiste, la Conférence pour une action ouvrière progressive, occupant un rôle centriste entre le socialisme et le communisme; le vieux mouvement syndicaliste, les I. W. W., et le nouveau, l'Union générale du Travail; le P. C. officiel, l'Opposition de droite et l'Opposition de gauche, nous ne trouvons aucun parti de masses du prolétariat. Ces organisations, en comparaison de la masse des ouvriers, sont petites et leur influence est largement locale et régionale (I. W. W. dans l'Ouest et la côte du Pacifique, P. C. dans les grandes villes de l'Est et du Middle West).

A l'état non développé des organisations prolétariennes et de celles qui essaient de tenir la balance entre le prolétariat et d'autres classes correspond le stade de non-développement de la machinerie politique du capitalisme américain. Dans ses luttes avec le travail, il lui a suffi de faire fond sur la force brutale et la terreur localisée. Des méthodes plus subtiles pour exercer une influence idéologique et politique sur le mouvement de la classe ouvrière et une échelle nationale d'opérations n'ont pas été senties comme une nécessité importante. Le développement d'un ou plusieurs partis ré-

formistes pour ranger le Travail sous le drapeau de la fidélité au système existant, paraît devoir être un pas futur probable dans le développement politique de l'Amérique.

c) « Sauter par-dessus des étapes » *Le réformisme est-il historiquement nécessaire en Amérique ?*

Il faut cependant savoir si le terrain historique pour un important mouvement réformiste existe à présent en Amérique. De longues périodes de développement pacifique basées sur une atténuation des conflits des intérêts de classe à cause d'une stabilisation et d'une prospérité économiques relatives (période d'avant-guerre et aussi de 1924 à 1929) sont les bases historiques pour la croissance du réformisme. De telles périodes ont été connues aux Etats-Unis, mais jusqu'à présent, dans ces époques précédentes, le réformisme n'a pas été nécessaire au capitalisme américain qui a été capable d'user du leurre des hauts salaires et des opportunités économiques d'une part, et de la matraque policière de l'autre. En présence de ce qui a été dit plus haut, de telles longues étapes pacifiques et prospères ne semblent pas devoir caractériser la prochaine période de l'histoire américaine.

De plus, il n'est nullement nécessaire pour tous les pays de passer par les mêmes phases de développement politique, dans le même ordre et à la même vitesse; en fait, le contraire est plus souvent le cas, comme le prouve le « saut » par-dessus toute la phase parlementaire de développement politique en Russie, de février à octobre 1917.

2) LA PERSPECTIVE DU FASCISME

Il est possible que la défense du capitalisme soit assumée en Amérique par une variante quelconque de fascisme véritable ou hitlériennussolinien. Organisationnellement, l'American Legion, avec ses effectifs forts et son programme antiouvrier paraît devoir servir comme noyau. L'histoire, dans l'Europe d'après-guerre d'organisations contre-révolutionnaires similaires, basées sur un passé militaire, a cependant montré qu'elles manquent de la force vitale agissante du véritable fascisme — la mobilisation démagogique de la petite-bourgeoisie poussée au désespoir par une crise dans laquelle le prolétariat est assez fort pour menacer de prendre le pouvoir, mais pas assez fort pour le prendre au moment donné. Le fascisme est donc une mesure défensive pour protéger le capitalisme aux moments de plus haut danger.

En Amérique, les prémisses d'une telle situation manquent toujours — la conscience de classe et le degré d'organisation du prolétariat ne constituent pas maintenant une menace qui forcerait la bourgeoisie à assumer les risques d'une guerre civile et d'un fardeau bureaucratique-militaire sur sa nuque, ce qui la fait hésiter devant le fascisme.

Un danger plus immédiat est la perte de force dans des luttes spontanées, éparpillées et organisées, dont le type est représenté par quelques récentes grèves dans le charbon et le textile et, par-dessus tout, la marche de l'armée du bonus sur Washington. C'est un lieu commun de l'histoire que la carence dans l'organisation de la classe ouvrière est payée par le terrorisme et l'anarchisme. C'est particulièrement vrai dans les conditions américaines avec leurs traditions de suppression aveuglément féroce par la bourgeoisie des mouvements ouvriers.

La tâche immédiate pour le parti révolutionnaire est de se préparer pour mobiliser les nouvelles forces qui seront libérées par le développement des conditions objectives en Amérique. La période précédente a été caractérisée par de hauts salaires, une croissance rapide et prospère des classes moyennes, des mouvements réformistes basés sur les revendications des paysans, et une longue période de vaste essor économique. Sur ces bases, il fut possible de voiler l'expression politique de la lutte de classes. Les perspectives présentes sont celles d'une crise permanente dans l'agricul-

ture et plusieurs domaines industriels, d'un développement contradictoire poussant vers l'expansion impérialiste, aux prix de dislocations et de chocs intérieurs profonds et d'après collisions avec les nations impérialistes d'Europe, et d'une tentative de l'Amérique pour maintenir son expansion en « mettant l'Europe à la ration congrue ». Le mouvement révolutionnaire en Amérique a des occasions et des responsabilités plus grandes que celui de tout autre pays dans le monde, précisément à cause de la position-clé que l'Amérique occupe dans le monde capitaliste. Les conditions objectives pour sa croissance rapide et son intervention effective sont plus grandes qu'elles ne le furent jamais autrefois. Il doit poser avec une énergie plus grande que jamais autrefois les problèmes jumelés de formuler une ligne stratégique et tactique correcte et de mobiliser et d'organiser les forces pour la transporter en une politique juste dans l'action.

Le 1er septembre 1932.

B. J. FIELD.



Les perspectives de la révolution italienne

et les tâches tactiques du Parti communiste italien

Nous reproduisons ci-dessous quelques-uns des passages essentiels d'une résolution, adoptée le 15 juillet par l'Opposition de gauche du P. C. italien, et qui est soumise à la discussion internationale. Les paragraphes non publiés ici, faute de place, concernent : Caractère et structure de la société italienne ; la crise économique, et la politique intérieure du fascisme ; l'évolution de la situation politique italienne, l'Unité syndicale.

Le texte intégral est paru dans le n° 10 du Bollettino dell'Opposizione Comunista italiana.

En résumé : l'examen de la situation italienne nous permet d'établir les points suivants :

1° La crise économique, commerciale, financière, loin de trouver un point d'arrêt, se poursuit et s'aggrave en provoquant une aggravation des oppositions entre les différentes classes, et au sein même des classes propriétaires (industriels, agrariens, commerçants) ;

2° Les masses des couches moyennes de la ville et de la campagne qui s'étaient jetées dans les bras du fascisme dans l'espoir de trouver une solution à leurs maux, se jettent aujourd'hui, étant donné leur paupérisation continue, dans l'opposition, se « révolutionnalisent » ;

3° L'appareil fasciste présente des symptômes d'usure, empirés par la lutte intérieure entre jeunes et vieux cadres. Ce qui explique les appels renouvelés à la jeunesse ; la campagne destinée à surmonter la « rupture entre les hiérarchies et le peuple » ; la transformation de la milice de volontaires en milice avec engagement pour dix ans ; la remise à neuf de la vieille démagogie anti-capitaliste, et ainsi de suite ;

4° Les classes bourgeoises, inquiètes de la crise internationale et des graves difficultés intérieures, ont une confiance toujours moins grande en leurs propres forces, craignent l'explosion du mécontentement populaire, oscillent entre un renforcement de la terreur et un retour aux vieilles formes constitutionnelles (coquetteries avec Nitti, Sforza, Buozzi ; Encyclique de Pie XI, etc...), et un recours au peloton d'exécution (fusillade de Bovone et Sbardellotto) ;

5° Les classes travailleuses, industrielles et agricoles, poussées par leurs besoins que le régime réussit toujours moins à satisfaire, cherchent la voie du mouvement et de l'action (tentatives de grèves dans les industries, manifestations des populations sans travail à la campagne).

Tous ces faits indiquent l'évolution certaine de la situation italienne vers un changement radical, vers une situation révolutionnaire.

Nous pouvons, de façon générale, caractériser la phase actuelle du fascisme italien comme la plus difficile traversée par lui, étant donné que toute une série d'éléments concourent à l'ouverture d'une nouvelle période de luttes révolutionnaires. Le rythme de la mar-

che vers cette nouvelle situation dépend et de la modification des rapports de forces à l'intérieur du pays (reprise active des masses populaires et du prolétariat en première ligne), et de la modification des rapports de forces sur l'arène internationale (victoire ou défaite des troupes d'Hitler en Allemagne, développement ou arrêt de la révolution espagnole, marche en avant ou défaite des impérialismes en Chine, consolidation des conquêtes socialistes en U. R. S. S., etc...).

Et enfin, le caractère propre de l'époque impérialiste, et qui est constitué par des brusques passages et ruptures brutales, doit être constamment présent à nos yeux dans la situation particulière de l'Italie (exemple : la crise Matteotti).

5) COMMENT NOUS ARRIVERONS A LA REVOLUTION PROLETARIENNE

Aucune révolution n'est donc à l'époque actuelle possible en Italie, qui ne soit une révolution prolétarienne, socialiste. Ceux qui bavardent au sujet d'un retour à l'anti-48 et de révolution démocratique (révolution bourgeoise) rêvent de faire remonter le cours de l'histoire en arrière. Seule la classe ouvrière, en renversant la puissance politique et économique de la classe bourgeoise, en instaurant son propre pouvoir politique pour la construction de la société socialiste, est à même de libérer l'Italie des maux présents dont elle souffre sous le capitalisme, et des maux passés (résidus féodaux) que le capitalisme n'a pas détruit. En enterrant le capitalisme, en ouvrant avec l'appui de la classe ouvrière internationale la voie au socialisme, le prolétariat donnera en Italie aussi une solution à tous les problèmes jusqu'ici sans solution, hérités du passé (la terre aux paysans, etc...). La Révolution à l'ordre du jour en Italie est la Révolution prolétarienne. La tâche historique en face de laquelle se trouve la classe ouvrière italienne est la réalisation du socialisme. Le parti de la Révolution prolétarienne est le parti communiste. Il lutte donc par suite :

a) Pour l'expropriation et la socialisation de la grosse industrie et des grandes entreprises agricoles ;

b) Pour la socialisation des banques et des transports ;

c) Pour l'expropriation des gros propriétaires fonciers et la répartition de leurs terres sans aucune forme d'indemnité aux paysans pauvres et petits travailleurs ;

d) Pour l'abolition de toute inégalité sociale et politique basée sur la différence de sexe et d'âge : en un mot : pour la République socialiste des Conseils des ouvriers et paysans d'Italie.

Mais cette perspective reste encore seulement la perspective des prolétaires conscients, des prolétaires communistes. Elle ne se réalisera qu'avec la réalisation des conditions suivantes :

1° Que la classe ouvrière reprenne conscience de sa propre force, se réorganise, se mette en mouvement, perde toute confiance en les méthodes et en les objectifs des partis démocratiques, cherche par suite une issue à la crise sur la base de la vieille société, mais sur la voie de la lutte révolutionnaire contre l'ordre bourgeois existant et pour l'instauration d'un ordre nouveau;

3° Que les masses petites-bourgeoises intermédiaires, qui ont sans doute en Italie un grand poids, et par suite ont aussi un grand poids dans la question de faire dépendre de leur orientation la lutte que le prolétariat doit mener pour la conquête du pouvoir, s'orientent vers le prolétariat révolutionnaire et en soutiennent la lutte contre la vieille société;

3° Que la résistance des classes dominantes se trouve affaiblie par suite de leur état de décomposition et de désorientation;

4° Que le parti de la classe ouvrière, le parti communiste, se développe et croisse de manière à être capable d'assurer la direction du prolétariat révolutionnaire et des autres masses de la population travailluse qui entrent en lutte.

Toutes ces conditions ne sont qu'en voie de développement. Elles n'arriveront à maturité qu'à travers un processus compliqué et hérissé de contradictions dont le parti de la classe ouvrière, le parti communiste, doit avoir conscience pour les affronter.

6) SUR L'EVENTUALITE D'UN PRELUDE DEMOCRATIQUE

L'affirmation du Comité central de notre parti, suivant laquelle il est impossible de parler en Italie de « prélude démocratique », d'une phase « kérenskienne » de la révolution, vu les conditions de développement de l'Italie, différentes et de celles de la Chine et de celles de la Russie tsariste et de l'Espagne des Bourbons, ne repose que sur une position erronée de la question de la période de « transition ». Une chose est en effet de parler de transition d'une révolution démocratique-bourgeoise à la Révolution prolétarienne; autre chose est parler de transition de la dictature fasciste à la dictature du prolétariat.

Cette transition ne se fera pas d'un seul coup. Mais la direction actuelle de l'I. C. ne s'est pas bornée à créer au sein des différentes sections nationales la plus grande confusion sur les problèmes de la période transitoire de la dictature du capitalisme à la dictature du prolétariat : elle a aussi obscurci la conscience des partis communistes en ce qui concerne les problèmes de la « révolution démocratique-bourgeoise » et la solution de ces mêmes problèmes à l'époque actuelle de l'impérialisme, en remplaçant la conception marxiste de la révolution permanente par la conception réactionnaire, petite-bourgeoise, d'une révolution et d'un Etat de transition, conception à laquelle en particulier est due la perte de la Révolution chinoise.

Or, non seulement il faut exclure pour l'Italie que puisse avoir lieu une révolution intermédiaire démocratique-bourgeoise : « mais aussi pour les pays arriérés la voie vers la démocratie doit passer par la dictature du prolétariat » (Trotsky). Par « phase kérenskienne », nous entendons donc indiquer pour l'Italie seulement l'éventualité d'une période « transitoire » où le bloc républicain-libéral-socialiste (la concentration républi-

caine antifasciste) réussit à dévier les masses travailleuses des buts révolutionnaires et à se faire porter sur leur dos au pouvoir. *L'arrivée et la durée au pouvoir d'un bloc républicain éventuel des libéraux et des socialistes, ou « prélude démocratique », dépend des forces du parti communiste.*

En Russie, où existait un fort parti bolchévique, la préface kérenskienne a duré peu de mois, et s'est close avec la victoire du prolétariat. En Espagne, le bloc républicain démocratique-socialiste, vu l'absence d'un véritable parti communiste, évolue vers les formes de la république allemande. Toutes les possibilités de lutte et de succès du prolétariat révolutionnaire sont donc en définitive résumées dans la force du parti communiste.

A quel point en est actuellement le regroupement des forces révolutionnaires en Italie ?

En premier lieu se pose la question de savoir dans quelle direction se meut aujourd'hui la classe ouvrière. Le fascisme est au pouvoir depuis dix ans. Depuis six ans les lois d'exception empêchent le parti communiste d'atteindre les larges masses et de leur parler. Le personnel ouvrier des usines a été renouvelé presque en entier. Les nouvelles générations ouvrières ne connaissent presque rien des luttes passées contre les patrons, des syndicats rouges, du parti communiste. Les anciens cadres révolutionnaires ont été assassinés ou emprisonnés, ou dispersés sur les routes de l'émigration. La réaction, en désagréant la conscience de classe du prolétariat, en facilitant la pénétration en son sein d'idéologies étrangères et ennemies, a multiplié les tendances existant dans le mouvement ouvrier. Ce qui a un reflet au sein même du parti communiste, vu le manque de liens solides et vivants de sa part avec la classe ouvrière, et vu l'absence d'une juste politique prolétarienne, ce qui en est la conséquence.

Parmi les forces politiques antifascistes agissant au sein de la classe ouvrière et qui en entravent le regroupement sous la direction du parti communiste, doivent être principalement considérés par ordre d'importance et par leur influence, les social-démocrates, les maximalistes, les anarchistes et les anarcho-syndicalistes, les républicains et les chrétiens-sociaux. La tâche qui se pose avant tout au parti communiste est d'unifier la classe ouvrière sur le terrain de la lutte de classe révolutionnaire. Affirmer que la classe ouvrière est déjà actuellement sous la direction du parti communiste, signifie vouloir donner pour accompli un processus qui, au contraire, doit encore s'accomplir et que le rôle le plus important de notre parti est d'accomplir.

Un fait qui doit attirer actuellement l'attention du parti communiste en Italie, est le déplacement des couches intermédiaires du terrain de la lutte morale (Aventin), sur le terrain de la lutte insurrectionnelle contre le fascisme (« Giustizia et Libertà »). Sous la poussée des conséquences de la crise économique, des couches toujours plus larges de la petite bourgeoisie urbaine et campagnarde s'orientent vers l'opposition au fascisme. La Concentration républicaine antifasciste est l'expression de cette oscillation à gauche des forces moyennes. Après les lois d'exception, l'opposition antifasciste démocratique fut entièrement pulvérisée. Les résidus de l'Aventin furent balayés ou émigrèrent à l'étranger parce que, disaient-ils, « en Italie il n'y avait plus rien à faire ». Seul le parti communiste, au cours de toute cette période (1927-1928) a été la force vraiment active parmi la classe ouvrière et les pay-

sans. Affaibli par les coups de la réaction et par l'aventurisme centriste, le parti communiste se trouve présentement en présence d'une situation plus radicale avec une capacité d'action amoindrie; tandis que l'opposition démocratique-bourgeoise, favorisée par ses rapports sociaux et par le réveil des couches moyennes, a recommencé à être en Italie une force active tendant à prendre la direction de la lutte antifasciste. L'influence « concentrationniste », en effet, outre qu'elle s'exerce sur les couches de la petite-bourgeoisie de la ville et de la campagne, se manifeste aussi au sein de la classe ouvrière et tend à toucher même son avant-garde.

Si ces conditions ne changent pas, — et elles ne changeront pas si le parti communiste ne change pas complètement sa politique actuelle, — non seulement on ne peut pas exclure la possibilité d'un « prélude démocratique », mais cette possibilité se manifestera inévitablement.

8) SUR LES MOTS D'ORDRE TRANSITOIRES

Le parti communiste réussira à grouper sous sa direction des masses antifascistes dans la mesure où il saura prouver qu'il est le meilleur interprète et défenseur de tous les besoins pour lesquels ces masses sont prêtes et disposées à lutter. C'est au cours du processus de cette lutte que le parti communiste démontrera les contradictions que les autres mouvements antifascistes renferment : en opposant les faits aux mots, en faisant faire aux masses l'expérience de l'impossibilité où sont les autres partis antifascistes de satisfaire à leurs besoins. Par suite la tâche du parti est d'incorporer dans sa politique tous les mots d'ordre transitoires, politiques et démocratiques, susceptibles de servir, au cours de la période de préparation qui nous sépare de la lutte pour le pouvoir à unifier les masses de la nation se mouvant contre l'Etat et contre le capitalisme. La lutte pour les libertés qui ont été arrachées aux travailleurs acquiert dans la situation italienne actuelle une importance de premier ordre. Le parti communiste doit se mettre à la tête de cette lutte pour la pousser jusqu'à ses dernières conséquences. Parmi les revendications politiques immédiates les plus importantes, sont à considérer : la liberté d'organisation et de grève, la liberté de réunion et de presse, l'abolition des lois d'exception, etc... Et sur le terrain économique : la lutte pour l'amélioration des salaires et des traitements, pour l'allocation de chômage, pour l'amélioration des contrats agricoles en faveur des salariés, métayers, etc...

Un problème qui, dans la situation italienne est très sensible, particulièrement parmi les masses paysannes, est le problème de l'autonomie et de la liberté des Communes. Le fascisme, en obéissant aux exigences centralisatrices et monopolisatrices du capital financier, a privé les Communes de toute forme d'auto-administration, en nommant à la place des anciens conseils municipaux les « Podestats », qui ne sont autre chose que des fonctionnaires du Gouvernement central. La lutte pour la liberté et l'autonomie communale, la lutte pour le droit d'élection des conseils municipaux, la lutte pour le suffrage universel égalitaire direct et secret pour tous les citoyens des deux sexes à partir de

dix-huit ans, doit être considérée comme un moyen, ainsi que la lutte pour les revendications économiques partielles, destiné à mobiliser les masses contre l'Etat pour le renversement de la bourgeoisie.

9) POUR L'ASSEMBLEE CONSTITUANTE

Le parti communiste devra-t-il se borner à l'agitation pour les revendications démocratiques isolées, partielles (liberté de presse, de réunion, de grève, etc.), et laisser les partis intermédiaires de la Concentration républicaine antifasciste lutter pour des mots d'ordre démocratiques plus conséquents (Assemblée constituante, etc.) ? Une telle position malthusienne ne ferait que nuire à l'action du parti, en la limitant. « De même que n'est pas possible le socialisme victorieux qui ne réalise pas la démocratie complète, de même le prolétariat qui ne mène pas une lutte à tous points de vue conséquente et révolutionnaire pour la démocratie, ne peut se préparer à la victoire sur la bourgeoisie » (Lénine).

La Centrale du parti communiste italien, pour toute une longue période, défendit la formule de l'Assemblée républicaine sur la base des Comités ouvriers et paysans. Cette formule équivoque a ensuite été abandonnée. Mais sans qu'une nouvelle politique du parti fut abordée. Au lieu d'expliquer aux camarades et en face de la classe ouvrière en quoi consistait réellement l'erreur d'avoir adopté à la période Matteotti une formule politique comme celle de l'Assemblée républicaine sur la base des Comités ouvriers et paysans, la Centrale, suivant les mœurs habituelles de la bureaucratie stalinienne, chercha à justifier cette formule et son abandon qui suivit par les changements survenus dans la situation. En réalité, l'évolution des rapports de forces en Italie depuis la période Matteotti jusqu'à aujourd'hui, n'autorise nullement à donner pour accomplie la préparation politique des masses à la révolution prolétarienne, et par suite comme surmonté pour le parti communiste le problème de mettre en avant des mots d'ordre transitoires.

La seule critique juste contre l'Assemblée républicaine sur la base des Comités ouvriers et paysans a été faite dans l'Internationale communiste par le camarade Trotsky. Cette formule était erronée, puisqu'elle se prêtait à l'interprétation de « combiner » un organisme d'Etat bourgeois (l'Assemblée républicaine), avec les Comités ouvriers et paysans qui sont des organismes de lutte contre l'Etat bourgeois, appelés à être les organes de l'insurrection, pour se transformer ensuite, après la victoire, en organismes de la dictature prolétarienne. (Voir la lettre du camarade Trotsky à la N.O.I. : *Lutte de Classes*, juillet 1930). Le C. C. n'a pas autorisé à faire cette critique au sein du parti, qui a été par suite empêché de s'assimiler son enseignement marxiste.

Entre la lutte que le parti doit mener pour l'instauration de la dictature prolétarienne et la revendication d'institutions de la démocratie comme l'Assemblée constituante, il n'existe aucune solution de continuité. Le parti ne peut se borner, au cours de la période qui le sépare de la lutte pour le pouvoir, à opposer la dictature du prolétariat à la démocratie; mais il ne peut non plus se borner à posséder des revendications partielles et isolées. Il devra incorporer dans sa politique les mots d'ordre de la démocratie les plus coura-

geux, et mener pour ces mots d'ordre « une lutte à tous points de vue conséquente et révolutionnaire ». En cela réside l'importance pour le parti communiste italien de posséder dans cette période un mot d'ordre comme : *l'Assemblée constituante*, élue par suffrage universel égal, direct et secret pour tous les citoyens des deux sexes à partir de dix-huit ans.

Dans la conduite de la lutte pour les revendications démocratiques, la seule garantie que le parti communiste possède de se prémunir contre toute déviation, est de donner à cette lutte une orientation *révolutionnaire, prolétarienne*. Deux dangers fondamentaux existent, favorisés par la situation particulière de l'Italie et par la politique centrée de la direction actuelle : d'une part le danger d'une rechute dans les positions de l'infantilisme bordiguiste; de l'autre, le danger de renforcer, avec les erreurs de l'ultra-gauchisme, les tendances opportunistes de droite. Dans la lutte pour les revendications démocratiques et l'Assemblée constituante, ces deux dangers seront également surmontés seulement si le parti communiste adopte une politique bolchévique-léniniste. Il devra donc, en même temps qu'il lutte pour les revendications de la démocratie, dénoncer de façon permanente l'hypocrisie et le mensonge de la démocratie formelle; faire comprendre aux masses et avant tout à la classe ouvrière, que le pouvoir ne se transmet pas d'une classe (la bourgeoisie), à une autre classe (le prolétariat) par le simple exercice du vote et le mécanisme parlementaire de majorité et de minorité. Sans un effort dirigé vers la rupture violente, la destruction de tout l'appareil de pouvoir économique et politique de la bourgeoisie, il n'y a pas de possibilité de créer le type de véritable démocratie qui est l'Etat ouvrier dans l'organisation duquel doit se réaliser la dictature prolétarienne, comme moyen transitoire et indispensable pour débarrasser la route des obstacles et des ennemis qui s'opposent à la construction du socialisme, et garantir une liberté de développement sans antagonismes vers la société communiste.

Dans ce but, la lutte pour la Constituante devra être unie par le parti communiste à la lutte pour :

- 1° L'armement des ouvriers et des paysans;
- 2° Le contrôle ouvrier sur l'industrie et les banques;
- 3° La terre aux paysans;
- 4° L'alliance avec l'U. R. S. S.

Dans le succès de cette lutte réside le succès du parti communiste dans la révolution italienne. Et il ne sera assuré que si le parti communiste, par sa juste politique, sait faire du prolétariat le pivot autour duquel se disposera, en Italie, la concentration de toutes les forces antifascistes.

10) POUR UNE POLITIQUE BOLCHEVIQUE LÉNINISTE DU FRONT UNI

Dans le but de favoriser et d'accélérer ce processus de concentration des masses travailleuses dans la lutte entre le fascisme et le capitalisme, le parti communiste, *sans jamais renoncer à sa propre indépendance et à sa propre critique*, doit prendre l'initiative de convoquer des réunions avec toutes les organisations politiques et syndicales agissant au sein de la classe ouvrière (réformistes, maximalistes, anarchistes, syndicalistes, républicains, etc...) et de proposer à ces organisations la création d'un front unique d'action antifasciste sur la base des revendications immédiates suivantes :

- 1° Liberté de réunion, d'organisation et de grève;
- 2° Liberté de presse;
- 3° Abolition des lois d'exception et du Tribunal spécial; amnistie générale pour tous les prisonniers politiques;
- 4° Lutte pour l'amélioration des salaires et des appointements; par conséquent, lutte contre toute tentative de leur réduction;
- 5° Allocation de chômage à tous les *sans-travail* industriels et agricoles, adéquate aux besoins élémentaires de l'existence;
- 6° Lutte contre la pression fiscale inouïe, jusqu'à la grève fiscale;
- 7° Abolition des podestats et auto-administration communale;
- 8° Liberté d'enseignement et d'éducation;
- 9° Suffrage universel, égalitaire, direct et secret pour tous les citoyens des deux sexes, à partir de dix-huit ans.

Le front unique d'action antifasciste que les communistes doivent proposer aux autres organisations et courants politiques agissant au sein de la classe ouvrière et s'appuyant sur elle, doit viser à la création d'organismes de masse autour desquels et dans lesquels *tous* les travailleurs, organisés et non organisés, trouveront leur place dans la lutte. Ces organismes, qui peuvent être les *Comités de front unique antifasciste*, doivent naître sur les lieux de travail, dans les quartiers, dans les villages, etc... Ils ne doivent pas être l'émanation d'un cartel des partis, mais l'expression directe des masses. Leur fonctionnement devra par suite être démocratique. Ce qui signifie que tout membre du Comité de front unique antifasciste possède toute la liberté de discuter en son sein des objectifs et des moyens de lutte, dans le but de faire prévaloir le point de vue de son propre courant politique.

Il faut cesser de considérer le front unique comme une « manœuvre ». L'expérience faite en Belgique, en Suisse, en Amérique, avec les Comités prolétaires antifascistes, les Ligues antifascistes, etc... démontre, non moins que l'expérience de malheur faite au cours de la grève anglaise avec le Comité anglo-russe, comment le front unique ne doit pas se faire. Si ces Comités prolétaires, Ligues antifascistes, etc..., n'ont pas eu la possibilité de se développer, c'est parce que, sans compter les conditions objectives où vivent les masses émigrées dans les différents pays, ces organismes, en général, ont eu une vie artificielle et sectaire, en tant que dépendances ou duplicatas de l'organisation communiste. Or, la direction communiste dans les organisations de masse ne peut pas être le résultat artificiel et mécanique d'une imposition d'en haut, mais un résultat qu'on conquiert au moyen de la politique qu'on y mène de la part du parti communiste et de laquelle les masses doivent être persuadées. Donc, le parti communiste ne doit pas craindre dans un premier temps d'être même une « minorité » dans les organismes de front unique. Avec une politique répondant aux besoins des masses, il pourra par cette voie devenir majorité et hâter la réalisation de sa tâche historique, qui est de porter la classe ouvrière à la conquête du pouvoir.

Au fur et à mesure que les masses se groupent et descendent en lutte pour un objectif immédiat déterminé (contre les podestats, contre le fisc, contre les réductions de salaires, pour l'allocation de chômage), c'est aux communistes de porter ces masses et les Comités de front unique antifasciste à se battre pour des objectifs

toujours plus vastes (désarmement des chemises noires, formation d'équipes armées pour la lutte contre le fascisme, organisation de la grève générale par industrie, région, jusqu'à la grève générale nationale et insurrectionnelle).

Dans le cours révolutionnaire de cette lutte, le parti communiste devra aussi travailler à transformer les Comités de front unique antifascistes d'organismes de « front unique », limité à la conquête d'objectifs partiels, en organismes de l'insurrection et, par suite, avec la victoire de la classe ouvrière, en organes du pouvoir prolétarien (Soviets).

L'initiative de convoquer une réunion en commun avec les autres organisations antifascistes à base ouvrière est une initiative que le parti doit prendre sans retard en rapport avec le réveil des masses et le besoin d'unité pour la lutte révolutionnaire qui se manifeste en elle. Le passage de l'opposition bourgeoise et petite-bourgeoise du terrain de la lutte morale au terrain insurrectionnel (Concentration antifasciste, « Giustizia e Libertà »), expression du déplacement à gauche et la radicalisation des masses influencées par elle, ne satisfait pas, et ne peut pas satisfaire les exigences de la lutte antifasciste révolutionnaire.

Le fascisme on l'abat par l'insurrection. Mais l'insurrection ne peut être victorieuse que si elle a un objectif et un contenu de classe, que si elle est une insurrection prolétarienne. Pour « Justice et Liberté » et pour la Concentration, l'insurrection ne doit au contraire pas sortir des cadres de la vieille société capitaliste. Ce qui explique comment, malgré le programme « révolutionnaire » adopté par « Justice et Liberté » — qui est actuellement la force principale de la Concentration antifasciste — des couches importantes de travailleurs sont instinctivement portées à considérer dès à présent ces mouvements avec méfiance (abandon de la Concentration antifasciste par les maximalistes avant, par les républicains ensuite). Et ce fait n'est nullement en contradiction avec la plus grande extension qu'en même temps on enregistre de l'influence concentrationniste sur les couches politiquement plus arriérées des masses travailleuses. Seule une bonne politique de la part du parti communiste peut faciliter l'évolution des forces qui se séparent de la Concentration antifasciste vers le mouvement communiste, et favoriser le passage des masses influencées par cette Concentration sur le terrain de la lutte de classe révolutionnaire.



Marx et la Conférence de la Paix

(A propos du Congrès d'Amsterdam 1932)

Le 9 septembre 1867 s'ouvrit à Genève un congrès de la « Ligue pour la Paix et la Liberté », nouvellement créée. Cette Ligue, selon Steklov (1) avait été organisée « par des bourgeois démocrates qui sentaient aussi le besoin d'une union internationale. Elle était, pourrait-on dire, une pâle copie de l'Internationale. Mais l'organisation était étroitement politique ». Les organisateurs du Congrès de la Paix, avaient invité l'Internationale à envoyer des délégués à Genève. Juste avant ce Congrès se tenait le Congrès de Lausanne de l'Internationale (2 septembre 1867).

Ni Marx, ni Engels n'assistaient au Congrès de Lausanne. Ce Congrès avait à son ordre du jour « l'attitude du prolétariat vis-à-vis de la guerre ». En fin de compte, il adopta sur cette question la résolution suivante :

« Considérant :

« Que le fardeau de la guerre est supporté principalement par la classe ouvrière, et d'autant plus que la guerre ne prive pas seulement les ouvriers de leurs moyens d'existence, mais les oblige à verser mutuellement leur sang;

« Que la paix armée paralyse les forces de production, oblige les travailleurs à un labeur non productif, et effraye la production par une perpétuelle menace de guerre;

« Que la paix, étant donné qu'elle est la première nécessité d'un état de bien-être, doit être consolidée par un nouvel ordre de choses qui ne devra pas reconnaître plus longtemps l'existence de deux classes dans une société, dont l'une exploite l'autre;

« Décide d'adhérer pleinement et entièrement au Congrès de la Paix qui doit s'ouvrir à Genève, le 9 septembre, de le soutenir énergiquement, et de participer à tout ce qu'il pourrait entreprendre pour réaliser l'abolition des armées permanentes et le maintien de la paix, dans le but d'arriver le plus promptement possible à l'émancipation de la classe ouvrière et à son affranchissement du pouvoir et de l'influence du capital, ainsi qu'à la formation d'une Confédération d'Etats libres dans toute l'Europe. » (2).

(1) *History of The first International* (New-York, p. 105).

(2) Voir le texte en français dans : O. Testut, *L'Internationale* (3^e édition, 1871. P. 134).

Cette résolution fut combattue résolument par Marx. Dans une lettre à Engels, datée du 4 septembre 1867, c'est-à-dire pendant le Congrès de Lausanne, il s'exprime de la façon suivante :

« Tu sais que dans le Conseil général je me suis opposé à ce que nous ayons quoique ce soit à faire avec ces vessies gonflées pacifistes. J'ai parlé là-dessus près d'une demi-heure. Ecarius, qui tenait le procès-verbal comme secrétaire, a préparé un rapport pour The Beehive (*La Ruche*), mais il ne reproduit qu'une ou deux phrases de mon intervention. La reproduction dans le *Courrier Français* (organe de la Ligue pour la Paix et la Liberté) a omis maintenant ce que j'ai dit au sujet de la nécessité des armées, étant donné la menace russe, et au sujet de la couardise de ces gentlemen. Néanmoins, ce que j'ai dit à la réunion du Conseil général a sérieusement retenu l'attention. Les jacasses du Congrès de la Paix... ont complètement modifié leur programme original, passant en contrebande dans le nouveau (qui est beaucoup plus démocratique), les mots « la mise en harmonie des intérêts économiques avec la liberté » — une phrase vague que ne désigne rien d'autre que le libre-échange. Ils m'ont bombardé de correspondances, et ont eu l'imprudence de m'envoyer le spécimen ci-joint de (préambule). Tu vois qu'ils ont l'audace de s'adresser à moi sur l'enveloppe comme à un « membre du Congrès, etc... de Genève » (1).

Steklov ajoute à ce sujet les remarques suivantes : « Ainsi, la seule allusion faite par des pacifistes à Marx comme à un membre du Congrès qu'ils projetaient, l'irrita sérieusement. Nous pouvons alors comprendre à quel point il fut fâché par la résolution mentionnée du Congrès de Lausanne de l'Internationale, qui non seulement faisait grand cas des déclamations bourgeoises à la Ligue de la Paix et de la Liberté, mais aussi promettait de « soutenir pleinement » la Ligue — en la couvrant ainsi au nom du prolétariat international. Malheureusement, Marx ne put convaincre ses collègues dans le Conseil général, et il se passa un certain temps avant qu'ils apprê-

(1) Cité par Steklov. Ibid. P. 107.

cient à juste valeur la Ligue démocratique pacifiste » (1).

On peut maintenant facilement faire une comparaison. En 1867, Marx s'opposa à ce que la Première Internationale ait quelque rapport que ce soit avec le Congrès de la Paix. En 1922, Lénine et les représentants de la Troisième Internationale allèrent au Congrès de La Haye, convoqué par les organisations ouvrières réformistes, pour défendre intégralement la plate-forme marxiste dans la question de la guerre (2). Mais en 1932, Staline, représentant éminent de l'opportunisme centriste, est le premier promoteur d'un Congrès pacifiste de confusion avec les éléments démocratiques-bourgeois.

En 1867, Marx refusait d'entériner la résolution fâcheuse du Congrès de Lausanne. En 1922, la délégation communiste au Con-

grès de La Haye ne s'associa pas aux conclusions pacifistes du Congrès. Mais en 1932, les délégués staliniens votèrent des deux mains les résolutions et serments pacifistes à Amsterdam.

Mais le parallèle ne s'arrête pas là. En 1867, Marx s'opposait, en défendant son point de vue, au Conseil général tout entier. Un certain temps s'écoula avant qu'il pût convaincre les membres du Conseil de leur erreur (1). Mais aujourd'hui, le camarade Trotsky et l'Opposition internationale de gauche (bolchéviks-léninistes) sont pratiquement seuls à s'opposer à l'opportunisme de la direction de Staline. Combien de temps s'écoulera avant que la position adoptée lors du Congrès d'Amsterdam par l'opposition de gauche soit reconnue comme juste dans la Troisième Internationale.

(1) Mehring donne de cet épisode la relation suivante :

« Le Congrès de Lausanne adopta une attitude sérieuse face à la Ligue bourgeoise de la Paix et de la Liberté, qui venait de se constituer au sein de la bourgeoisie radicale, et se préparait à tenir son premier Congrès à Genève. Aux tentatives de rapprochement de cette Ligue, il répondit par le programme simple et clair suivant : nous vous aiderons avec grand plaisir, dans la mesure où cela servira pour nos propres buts. »

Ainsi, selon Mehring, l'attitude du Congrès de Lausanne était justifiée. Néanmoins, il rapporte ensuite un extrait d'un article de la femme de Marx qui écrivait au *Vorbote* : « Le Congrès de Lausanne, si l'on compare à son frère jumeau le Congrès de la Paix, on voit la supériorité indéniable du premier et la tragédie fatale et imminente qu'il contenait, tandis que le second ne contenait que farce et caricature ». Il ne fait aucune allusion à la lettre de Marx à Engels, qui démontre nettement quelle était son opinion réelle. (Voyez F. Mehring, *Karl Marx, Geschichte seines Lebens*. Leipzig 1923, p. 396).

(2) Voir les instructions de Lénine pour la délégation russe à la Conférence internationale de La Haye (décembre 1922) dans *L'Internationale Communiste et la guerre*, (Bureau d'Editions, 1928).

(1) Cette erreur fut rectifiée par le Congrès de Bruxelles, qui se tint du 6 au 13 septembre 1868. Une résolution sur la question de la guerre y fut adoptée. Elle affirmait que « quoique la principale et persistante cause de guerre soit l'absence d'équilibre économique, et que par suite rien ne puisse mettre fin aux guerres, sauf la réorganisation sociale, néanmoins, une des causes auxiliaires de la guerre est l'usage arbitraire de la force qui résulte de la centralisation et du despotisme ». Le Congrès de Bruxelles invitait « toutes les sections de l'Association, dans leurs pays respectifs, et tous les groupes ouvriers de toutes opinions, à engager la plus vigoureuse action pour empêcher la guerre entre les peuples, qui ne peut pas aujourd'hui être considérée autrement que comme une guerre civile, considérant que, au lieu d'être engagée entre les producteurs, elle est seulement une lutte entre les frères et citoyens ».

Enfin l'Internationale répondit à la deuxième invitation de la Ligue pour la Paix à participer à son second Congrès (Berne, 21 septembre 1868) : mais cette fois elle n'envoya pas une délégation officielle. Elle délégua trois membres pour présenter au Congrès pacifiste de Genève les résolutions de l'Internationale. La dernière invitait la Ligue de la Paix à se dissoudre et ses membres à adhérer aux différentes sections nationales de l'Internationale.

Vient de paraître

LA SEULE VOIE

PAR

L. TROTSKY

EN VENTE A « LA VERITE », 11, RUE DES ENVIERGES (20°) 1 fr. 50

Lettres d'U.R.S.S.

Lettre de Moscou

Début octobre...

...Le processus de décomposition se développe dans les kolkhozes. Les paysans fuient vers la ville, pour chercher du travail; on manque de main-d'œuvre dans les kolkhozes. La famine prend des formes aiguës, particulièrement pénibles en Ukraine: il y eu des cas de personnes tombant d'inanition dans la rue; la scorbut s'étend, ainsi que d'autres maladies.

Il n'y a presque rien dans les éconômats (entrepôts de répartition); seuls font exception les éconômats pour des cercles restreints. Le vol et les abus ont pris des proportions inusitées. L'argent a perdu toute sa valeur. A l'embauche personne ne s'intéresse aux salaires. La première question: « Y a-t-il un éconômât? Lequel? » Dans mon éconômât... il n'y a plus de viande depuis fort longtemps, malgré les prévisions. Et on la vend ici jusqu'à dix roubles la livre...

Tout le travail se fait sous le signe de la disproportion. Les industries de construction mécanique sont dans une situation fort tendue; on manque de fer, on « n'a pas de quoi » travailler. Toute l'économie est désorganisée à l'extrême. Les constructions d'usine s'arrêtent. On construit des fondations de 15 archines de profondeur, alors que l'eau est à 10 archines.

Un des plus hauts dignitaires stalinistes dans le passé, s'exprima ainsi: « Il a fallu le génie de Staline pour faire aboutir en trois ans l'Union Soviétique à une telle situation. » Je ne parlerai pas des récits sur le discrédit de Staline, qui s'appuient sur son passé et sur son silence « permanent ». Les rapporteurs refusent de répondre aux questions sur le silence de Staline et approfondissent encore plus l'incompréhension générale. D'ailleurs, j'ai eu l'occasion d'entendre une réponse de ce genre: « Pourquoi donc Staline devrait-il intervenir? La ligne générale est victorieuse, nous avançons vers le socialisme, tous les problèmes deviennent clairs. Alors de quoi doit-on parler? » (!!!)

...Le mécontentement général s'est élargi à l'appareil. Il semble qu'il ne reste aucune trace des illusions découlant de la personnalité du secrétaire général et de sa politique. L'irresponsabilité de l'étroit sommet, sa terreur à l'égard des membres du parti et de l'appareil soviétique, le harcèlement et les cris selon quoi « les exécutants ne valent rien », ne font qu'aggraver le mécontentement de l'appareil lui-même.

C'est sur son dos que les fausses directives du centre se payent. Dans l'appareil il y a une résistance passive. On se demande l'un à l'autre que faire, et l'on craint de faire quoi que ce soit. L'un des plus courageux membres de l'appareil tint conversation avec nos camarades: « Oui, c'est vous qui avez vous-même créé cette

situation, maintenant payez-en la note » leur disaient nos camarades. Le fonctionnaire de l'appareil répondait: « Je ne veux pas aller en exil. » « Dans ce cas, agissez comme bon vous semble. »

Dans le parti, les informations quelconques sur ce que le C. C. sur la façon dont il envisage la situation, manquent totalement. Jadis — sous la poussée de l'opposition de gauche — on lisait dans un étroit actif les « livres rouges » (sténogrammes des plénum du C.C.) Aujourd'hui, ce n'est plus qu'un lointain souvenir. Le parti, dans le sens propre du mot, ne se nourrit que de bruits, parfois les plus fantaisistes.

LES DROITIERS ET LE PLENUM DU C.C.

Durant ces derniers mois, les droitiers se sont plus agités. Principalement leurs cadres « moyens » (les chefs se tenant à l'écart). Les droites lancèrent un Manifeste-déclaration anonyme, un très grand document de 165 pages tapées à la machine. Caractérisant la situation générale comme catastrophique, le manifeste exige une retraite décisive: un brusque arrêt de mise de fonds, du stockage du blé, la liquidation complète des kolkhozes; le changement de la direction banqueroutière, etc... Dans le document il y a même une légère polémique avec Boukharine.

Les droitiers ont fait part de leur manifeste à de très nombreuses personnes, et parmi elles, à Zinoviev et Kamenev, qui l'ont pris en considération. Le document fut largement diffusé de mains en mains... L'attitude d'Ouglanov à l'interrogatoire fut honteuse. Il pleurait, se frappait du poing la poitrine, en un mot s'abaissait. Tous les exclus, sauf Zinoviev, Kamenev, Ouglanov, Stein et encore un (Kioutine est depuis longtemps en exil) sont arrêtés. Zinoviev et Kamenev seront vraisemblablement bientôt exilés.

Il est caractéristique qu'au plénum du C. C. la question des droitiers n'ait même pas été examinée. (Tout se fit dans les coulisses). On n'y entendit que l'information du presidium de la C. C. C. On interrogea Rykov sur ses relations avec le groupe droitier. Il répondit: « Si j'avais eu connaissance de ce groupe, je n'en aurais pas informé la C.C.C., mais immédiatement et directement la Guépéou... Boukharine n'était pas présent au plénum.

Pour le reste le plénum fut une grisaille, en dehors de la vie, et personne dans le parti n'en espérait rien. Le leit-motiv du plénum était uniforme! la ligne générale est juste — seuls les exécutants sont responsables des grandes difficultés. Staline N'EST PAS INTERVENU au plénum, bien qu'il y assistât: il s'est limité à des interruptions de sa place. On communique qu'il n'y eut d'escarmouches, au plénum, qu'avec quel-

ques Ukrainiens. La situation en Ukraine a tellement empiré qu'elle s'est même, semble-t-il, décalquée sur Kossiov et Cie (secrétaire du P. C. d'Ukraine)...

Staline cherche l'issue à l'impasse économique sur la voie... de mutations dans l'appareil. On communique qu'une dissolution se prépare en Ukraine : à la place de Kossiov on mettrait Andreïev (commissaire aux voies et communications). On placerait Sokolnikov au commissariat du commerce extérieur (ce qui est symptomatique — Sokolnikov étant un vieil ennemi du monopole du commerce extérieur), ou, selon d'autres, à la Banque d'Etat. On a destitué Oukolov de la Guépéou (premier suppléant de Menjinsky) et on l'a nommé au Bassin du Donetz et l'un des secrétaires d'Ukraine. On considère de changement de poste d'Oukolov, récemment promu à la Guépéou, de la façon suivante : Oukolov s'est montré trop honnête. Le remplaçant de Menjinsky sera, sans doute, Iagoda. A la place d'Andreïev (commissariat des voies et communications) ce serait soi-disant Rykov qui serait nommé. Toute une série de capitulards sont aussi promus à un avancement, évidemment, selon la ligne soviétique.

LE XII^e PLENUM DU C.E. DE L'I.C.

...A la mi-septembre, ainsi que vous le savez, le plénum du C.E. de l'I.C. s'est réuni. La convocation — sur l'initiative de Staline — fut traînée en longueur et remise assez longtemps. Quelques délégués (notamment les Polonais, avec Lensky à leur tête) exigèrent un rapport avec une appréciation de la situation en Allemagne, lui donnant non sans motif une très grosse importance. L'intervention de Lensky fut chaleureusement accueillie (« C'est un brave de s'y être décidé », etc...), mais le lendemain il fut appelé au secrétariat du C.E. de l'I.C., où il reçut une sérieuse « réponse ».

Le rapport de Thaelman fit sur les assistants une impression tout ce qu'il y a de plus pénible. On raconte qu'aux récriminations des délégués polonais au sujet du rapport de Thaelmann et de la personnalité même du rapporteur, on fit, à une entrevue privée chez Staline, la réponse suivante : « C'est Zinoviev qui mis en avant Thaelmann, lorsqu'il était encore à la tête de l'I.C. Thaelmann ne nous est resté qu'en héritage de Zinoviev. Nous n'y pouvons rien.

Par cette formule Staline essaie de décliner toute responsabilité au sujet de Thaelman, réduisant le problème de la direction du prolétariat allemand à une affaire personnelle entre lui et Zinoviev...

N.



**LES ÉDITIONS
REDER**
7, PLACE SAINT-SULPICE - PARIS-VI^e

ŒUVRES DE
LÉON TROTSKY

**LA RÉVOLUTION
PERMANENTE**

UN VOLUME IN-8 ECU DE 340 PAGES 20 fr.



MA VIE

ESSAI AUTOBIOGRAPHIQUE

Traduction de Maurice Parijanine

Trois volumes in-8 écu. Chaque volume, broché 16 fr. 50

LA RÉVOLUTION DEFIGURÉE

Un volume in-8 écu, broché 15 fr.

**L'INTERNATIONALE COMMUNISTE
DEPUIS LÉNINE**

Un volume in-8 écu, broché 20 fr.

A TOUT ABONNE

A LA « VERITE » OU A LA « LUTTE DE CLASSES » REDUCTION DE 50%



Compte
chèque postal:
P. Frank 136-855

**LA
LUTTE DE CLASSES**
9, RUE DU TRANSVAAL (20^e)

Abonnements:
pour un an - - 20 fr.
pour 6 mois - - 10 »
pour 3 mois - - 5 »

**REVUE THÉORIQUE MENSUELLE
DE LA LIGUE COMMUNISTE**

section française de l'opposition
communiste de gauche internationale.

LA VÉRITÉ

Compte chèque : P. FRANK 136-855

**JOURNAL HEBDOMADAIRE
DE LA LIGUE COMMUNISTE**

section française de l'opposition
communiste de gauche internationale

9, RUE DU TRANSVAAL-20^e

Abonnements : pour un an 10 francs
pour 6 mois 5 fr.; pour 3 mois 3 fr.

le foyer des Jeunes ouvriers

Permanences de 5^h à 7^h
Bibliothèque gratuite
Salle de lecture - distraction
Cours - Conférences



San théorie révolutionnaire,
par d'action révolutionnaire.



Pour tous renseignements
s'adresser à

**MEICHLER, 9, rue du
Transvaal, Paris (20^e)**



Ouvrages de L. TROTSKY

COURS NOUVEAU (1923)..... 3 »

VERS LE CAPITALISME OU VERS LE SOCIALISME (1925) 3 50 »

LES PROBLEMES DE LA REVOLUTION ALLEMANDE (1931) 1 50

ET MAINTENANT ? (1932)..... 3 »

LA SEULE VOIE (1932)..... 1 50

QU'EST-CE QUE L'OPPOSITION COMMUNISTE DE GAUCHE 1 »

Collections de LA LUTTE DE CLASSES :

Année 1930 (n^{os} 17 à 26)..... 30 »

Année 1931 (n^{os} 27 à 35)..... 20 »

Les années 1928 et 1929 sont épuisées.



En vente à la Vérité

11, Rue des Envierges, Paris (20^e)